

« Nous, le Peuple »

Construction symbolique du Peuple sous le néolibéralisme et le populisme

Par

Audrey Michaud

7252493

Travail présenté à

Professeure Sophie Bourgault

Pour le cours POL7979

Université d'Ottawa

23 juillet 2021

Table des matières

1) Introduction

2) Le Peuple et le néolibéralisme

- a) Origines du néolibéralisme
 - i) Rationalité néolibérale
- b) Déconstruire le Peuple
 - i) Individualisation extrême
 - ii) Démantèlement de la société
- c) Effets sur le régime démocratique
 - i) Tournant anti-démocratique

3) Du néolibéralisme au populisme

- a) Une nouvelle vague populiste
- b) Reconstruire le Peuple
 - i) L'Autre : Convergence entre populisme et racisme
- c) Effets sur le régime démocratique
 - i) Le populisme : une force de démocratisation?

4) Conclusion

1) Introduction

Néolibéralisme et populisme sont utilisés aujourd'hui en théorie politique pour pointer du doigt différents aspects du « vague à l'âme » démocratique au XXI^e siècle. L'un entraîne le désintérêt et même la haine du système, l'autre fomenté dissension et penchants autoritaires. Les théoriciens notent aussi les multiples révoltes et protestations de citoyens en colère à travers le monde, ainsi que la montée de leaders charismatiques et antilibéraux soutenus par de larges pans de la population. Ainsi, nombreux sont ceux qui critiquent l'effritement de la démocratie, sans pourtant porter attention à son élément le plus crucial : le Peuple. En effet, qu'on parle de crise de légitimité ou de crise de la représentation, le Peuple est à la fois partout et nulle part, invisible jusqu'à ce qu'on l'appelle dans l'arène ou qu'il se manifeste de lui-même, souvent fougueux et éphémère. Il revient ainsi de se demander comment la construction symbolique du Peuple par le néolibéralisme et le populisme affecte-elle l'État démocratique et le régime qui est mis en place en son nom.

Pour répondre à cette question, il est primordial d'explorer davantage les différentes compréhensions du Peuple au sein d'un régime démocratique. Comme le souligne Canovan, le Peuple est un terme extrêmement imprécis, qui signifie différentes choses pour des groupes variés dans des circonstances distinctes. Ainsi le Peuple n'est pas tant un concept, mais plutôt « a series of discourses about political identity, discourses used by partisans of many different causes to fight many different political struggles. »¹ Ce terme peut ainsi référer autant à la nation dans

¹ Canovan, M. (2004). « Populism for Political Theorists? », *Journal of Political Ideologies*, 9: 3, 247.

son entier, qu'au Peuple souverain, ou encore à un groupe spécifique s'opposant à l'élite, et il est aisé de glisser d'un signifiant à l'autre au cours d'un même discours.²

Comme le note Brown, à son niveau le plus essentiel, la démocratie signifie l'autonomie politique du Peuple, peu importe qui en fait partie.³ C'est là que l'ambiguïté du terme devient un enjeu politique majeur. En effet, « by immemorial tradition, 'people' (like *populus* and *demos* before it) has meant both the whole political community and some smaller group within it. »⁴ De ce fait, si le Peuple fluctue au gré du discours et du contexte politique, mais qu'il représente également le cœur même du régime démocratique, il devient difficile de mettre à jour la façon dont le Peuple souverain donne sa légitimité à un gouvernement.⁵ Il serait présomptueux d'assumer que la frontière d'un État démarque aussi le Peuple, puisque qu'historiquement et encore aujourd'hui ce n'est pas le cas dans la plupart des nations. Canovan suggère que l'on peut tenter d'identifier le Peuple en repérant les instances où il a exercé son autorité. Toutefois, on rencontre là également un obstacle, puisque l'on ne peut soutenir que des individus séparés, avec leurs intérêts, motifs, et désirs propres, forment ensemble un collectif politique.⁶ En effet, il semble clair que la seule action politique à laquelle s'engage la plupart des citoyens au sein d'un État démocratique, soit le fait de voter pour ses représentants, n'équivaut pas automatiquement à l'adhésion au Peuple dans toutes ses nuances historiques, culturelles et socio-géographiques.

² Idem, 248.

³ Brown, W. (2017). *Undoing the demos: Neoliberalism's stealth revolution*. New York: Zone Books, 20.

⁴ Canovan, *Populism*, 249.

⁵ Idem, 248.

⁶ Idem, 250.

En définitive, c'est peut-être le mythe même du Peuple souverain qui lui donne saillance et pouvoir politique : « we must recognise that the notion of the sovereign people is credited with a quality that lifts it far above people as ordinary human beings. »⁷ Ainsi, sans qu'il prenne nécessairement une forme institutionnelle ou prescriptive, le Peuple peut faire jour et de façon épisodique générer un pouvoir immense et transformationnel. Canovan note bien que : « Seen in that light, it might be the rarity, contingency and brevity of such momentous events that makes popular authority so hard to pin down, and 'the sovereign people' so mysterious and vague a notion. »⁸ Sur ce même sujet, Brown parle également d'un peuple souverain ou d'un demos d'aspiration, qui par les exemples de son pouvoir et de ses revendications passées, sert à façonner les esprits démocratiques et à nourrir l'imaginaire qui sous-tend l'idéal démocratique. C'est à l'aide de cet imaginaire démocratique que le sujet construit et reconstruit ce que signifie la liberté et l'égalité pour lui et pour sa communauté, et c'est là où naît et est maintenu un désir pour plus de démocratie.⁹ On voit ainsi se peaufiner les liens tangibles entre une démocratie vibrante et la notion de Peuple, et comment la dégradation de ce concept pourrait avoir des résultats catastrophique pour tout régime démocratique.

Ce projet de recherche tentera de démontrer comment, entre néolibéralisme technocratique et populisme autoritaire, deux extrêmes se rencontrent pour mener à un effacement du Peuple et à l'érosion de son rôle démocratique. Nous verrons également comment la compréhension du Peuple par le néolibéralisme a nourri les feux d'un renouveau populiste sur une base identitaire et xénophobe. Pour ce faire, les constructions symboliques du Peuple mises

⁷ Idem, 251.

⁸ Ibid.

⁹ Brown, *Demos*, 202.

en œuvre par les rationalités néolibérale et populiste seront mises en perspective avec le type d'État que chacune génère et leur impact sur l'imaginaire démocratique.

2) Le Peuple et le néolibéralisme

a. Origines du néolibéralisme

Le néolibéralisme a d'abord été conceptualisé dans les années 1930 par des intellectuels européens en faveur d'un renouveau des idées libérales classiques. La Société de Mont-Pèlerin, fondée en 1947 par les penseurs Friedrich Hayek et Wilhelm Röpke, a été dès son origine à la tête d'un vaste réseau visant à diffuser l'idéologie néolibérale et à discréditer toute idée en opposition, tout particulièrement la social-démocratie. Le groupe s'accolle l'étiquette de néolibéralisme en raison de leur engagement fondamental envers les idéaux libéraux de liberté personnelle et de leur adhésion aux principes du marché libre néoclassique.¹⁰ Dès ses débuts, le néolibéralisme vise à libérer le capital des différentes contraintes politiques et sociales mises de l'avant par la philosophie libérale dominante de l'époque et rejette l'interventionnisme étatique extensif tel que proposé par John Maynard Keynes ainsi que les théories de planification centralisée de l'État. L'État est perçu par les premiers néolibéraux comme étant biaisé et susceptible de plier sous la force des groupes d'intérêts.¹¹

En raison de cette compréhension de l'État, le néolibéralisme s'oppose également dès ses origines au maintien d'une démocratie plus robuste, car les mouvements sociaux et la

¹⁰ Harvey, D. (2005). *A brief history of neoliberalism*. Oxford: Oxford University Press, 20.

¹¹ Ibid.

participation politique sont associés au totalitarisme et à la domination de l'État par la population. Le but n'est pas, à l'époque, de fragiliser les fondations démocratiques jusqu'à les rendre chancelantes, mais d'éliminer toute potentielle coercition de l'État par les masses, selon une conception du pouvoir développée à l'ombre du fascisme. Müller note à ce sujet qu'il serait faux de croire en un Âge d'or de la démocratie à la suite de la Deuxième guerre mondiale, car ces opinions étaient largement partagées par la classe politique de l'époque.¹² Les pays d'Europe se sont reconstruits dans la méfiance du Peuple et dans la crainte de dérapages populaires additionnels. Les nouveaux régimes démocratiques ont ainsi cherché à s'isoler davantage des demandes et désirs du Peuple et ont été conçues avec des garde-fous assez solides pour éviter que la démocratie ne soit attaquée de l'intérieur par des partis anti-démocratiques, comme ce fut le cas en Allemagne et en Italie. On verra toutefois que la mise à l'écart du Peuple n'a pas empêché la mise à mal de ces garde-fous et le dangereux évidemment de la démocratie.

Malgré l'appui initial d'intellectuels d'envergure, le néolibéralisme n'a réellement pris racine que bien des années plus tard. Aux États-Unis, l'une des figures de proue ayant massivement contribué à la propagation des idées néolibérales est Milton Friedman qui, en se basant sur les échecs de la régulation keynésienne des années 1960, a anticipé et préparé la venue d'un modèle économique concurrentiel. Toutefois, les idées néolibérales restent en marge de l'influence politique et académique jusqu'aux années 1970.¹³ Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ainsi que la stagflation persistante marquent la fin des politiques économiques keynésiennes et la recherche active de nouvelles solutions pour combattre l'inflation grimpeante.

¹² Müller, J. (2016). *Qu'est-ce que le populisme?* Paris : Premier parallèle, 133.

¹³ Harvey, *Neoliberalism*, 22.

Enfin, la crise d'accumulation du capital met le clou dans le cercueil du keynésianisme.¹⁴ C'est au Chili que les préceptes du néolibéralisme sont testés pour la première fois en 1975, lorsque des économistes de Chicago sont engagés par le gouvernement pour revigorer l'économie : « Working alongside the IMF, they reversed the nationalizations and privatized public assets, opened up natural resources to private and unregulated exploitation, privatized social security, and facilitated foreign direct investment and freer trade. »¹⁵ Malgré le fait que l'économie chilienne retombe dans la crise dès 1982, ces nouvelles politiques font dès lors figures de modèle économique pour le reste du monde.¹⁶ En effet, le Fonds monétaire international profite de la crise de la dette des pays latino-américains en 1982 pour imposer d'importantes réformes par des plans d'ajustement structurel visant à favoriser la concurrence, la dérégulation et le libre marché, tout en diminuant ou en éliminant complètement les dépenses sociales.

L'imposition de mesures telles que le resserrement de l'État social, la privatisation de la propriété et des services publics, la déréglementation du capital, la contractualisation de la main-d'œuvre et l'instauration d'un climat propice à la croissance pour les investisseurs étrangers donne rapidement une connotation négative à cette nouvelle idéologie dans l'hémisphère sud.¹⁷ En effet, comme l'indique Fraser, « In the Third [World], by contrast, neoliberalization was imposed at the gunpoint of debt, as an enforced programme of 'structural adjustment' which overturned all the central tenets of developmentalism and compelled post-colonial states to

¹⁴ Idem, 12.

¹⁵ Idem, 8.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Brown, W. (2019). *In the Ruins of Neoliberalism, the Rise of Antidemocratic Politics in the West*, New York : Columbia University Press, 18.

divest their assets, open their markets and slash social spending. »¹⁸ La transition néolibérale a des effets destructeurs sur les économies nouvellement exposées à la concurrence et accroît les inégalités sociales. Malgré son manque de succès en Amérique latine, le néolibéralisme est implanté en Europe centrale et de l'Est dans les années 1980 comme une voie de transition vers une économie capitaliste, avant d'être adopté graduellement et de manière inégale dans les pays plus développés, avec le fort endossement de figures politiques d'importance telles que le président des États-Unis Ronald Reagan et la première ministre du Royaume-Uni Margaret Thatcher. Ces deux chefs d'État ont été instrumentaux pour réduire le pouvoir de la main-d'œuvre, déréglementer leurs industries nationales et libérer les pouvoirs de la finance à l'échelle mondiale. Les tenants de l'approche néolibérale ont joué un rôle clé pour fabriquer « un consentement, sinon des populations, du moins des « élites » détentrices de la parole publique et a permis de stigmatiser comme « archaïques » ceux qui osaient encore s'y opposer. »¹⁹ Une fois les élites convaincues, celles-ci ont rapidement et efficacement fait usage des appareils de fabrication du consentement en leur pouvoir pour relayer largement la rationalité néolibérale. Ainsi, sans preuve de succès mais avec l'appui des élites économiques, le néolibéralisme s'est imposé comme nouvelle orientation et a graduellement pris corps dans des dispositifs et mécanismes qui ont profondément modifié tant les relations économiques entre les États qu'au sein de leurs populations.²⁰ Dans ce nouveau système, « the IMF and World Bank World Bank became centers for the propagation and enforcement of free market fundamentalism and

¹⁸ Fraser, N. (2013). *Fortunes of Feminism: From State-Managed Capitalism to Neoliberal Crisis*, New York : Verso Books, 107.

¹⁹ Dardot, P., & Laval, C. (2016). *La nouvelle raison du monde: Essai sur la société néolibérale*. Paris: La Découverte, 290.

²⁰ Idem, 281.

neoliberal orthodoxy. »²¹ Avec cette infiltration de l'économie dans le politique, le marché est dès lors utilisé pour dompter et discipliner la politique plutôt que l'inverse.²²

Toutefois le néolibéralisme ne s'est pas imposé de par la seule propagande idéologique, son adoption vient aussi de l'abdication de la Gauche et de son incapacité à formuler une alternative viable au capitalisme.²³ Ainsi, comme le notent Dardot et Laval : « la grande victoire idéologique du néolibéralisme a consisté à « désidéologiser » les politiques suivies, au point qu'elles ne doivent même plus faire l'objet de quelconques débats. »²⁴ Avec comme exemple criant le « blairisme » en Angleterre, on peut observer le revirement de la Gauche, qui plutôt que de traiter les inégalités sociales comme des enjeux issus du capitalisme, les attribue dès lors à une trop grande implication de l'État. « Le capitalisme n'est plus le problème, il est devenu la solution universelle. »²⁵ Ainsi, la porosité de la Gauche aux idéaux néolibéraux donne le champ libre à l'enracinement complet du néolibéralisme au sein de l'imaginaire économique et politique, et le maintenant célèbre leitmotiv de Thatcher, « There is no alternative », finit par se rendre vrai parmi les esprits politiques, et ce même si la rationalité néolibérale s'est montrée à maintes reprises incapable de répondre aux crises qu'elle engendre.

i. Rationalité néolibérale

²¹ Harvey, *Neoliberalism*, 29.

²² Fraser, *Fortunes*, 107.

²³ Boltanski, L., Fraser, N., & Corcuff, P. (2014). *Domination et émancipation: Pour un renouveau de la critique sociale*. Lyon: Presses universitaires de Lyon, 43.

²⁴ Dardot et Laval, *Raison*, 326.

²⁵ Idem, 292.

La conquête du politique et du social par la rationalité néolibérale s'est faite par ce que Foucault appelle une « reprogrammation du libéralisme »²⁶ qui va bien au-delà du domaine économique. Plus qu'un simple instrument politique, la rationalité néolibérale est un champ normatif qui détermine ce qui est possible et légitime.²⁷ Brown ajoute à ce sujet que : « Political power always materializes and is given shape by a distinct rationality, a form of reason and its occlusions, a set of norms and its generative effects. »²⁸ La rationalité néolibérale englobe donc les discours, pratiques et mécanismes qui visent à imposer la logique néolibérale comme mode de fonctionnement politique, économique et social.²⁹ À ce sujet, Bourdieu soutient que la vérité construite par le discours néolibéral est particulièrement convaincante, car elle bénéficie, mais aussi oriente, un monde de rapports de force qu'elle contribue à créer. C'est ainsi un discours auto-renforçant : « Cette « théorie » originellement désocialisée et déshistoricisée a, aujourd'hui plus que jamais, les moyens de se rendre vraie, empiriquement vérifiable. »³⁰

Cette nouvelle rationalité prône la sacralisation des marchés à un point où la seule fin valide devient la maximisation du profit individuel et l'efficacité pour l'efficacité : « In this rationality market principles become governing principles applied by and to the state, but also circulating through institutions and entities across society. [...] These principles become saturating reality principles governing every sphere of existence. »³¹ On le verra, quand cette mentalité s'empare du politique, toute gouvernance se fait pour les marchés et selon leurs

²⁶ Foucault, M., Ewald, F., Fontana, A. et Senellart, M. (2004). *Naissance de la biopolitique : cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris : Seuil.

²⁷ Bergmann E. (2020). « The Third Wave: The International Financial Crisis and Refugees », in *Neo-Nationalism*, Palgrave Macmillan: Cham, 121.

²⁸ Brown, *Ruins*, 56.

²⁹ Dardot et Laval, *Raison*, 275.

³⁰ Bourdieu, P. (1998). « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde diplomatique*, consulté le 12 novembre 2020 : <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609>, 2.

³¹ Brown, *Ruins*, 19.

principes. Le monde économique est présenté comme étant parfaitement ordonné et doté d'une logique implacable aux conséquences toujours prévisibles.³² Pour Bourdieu, le néolibéralisme est de ce fait un programme politique utopique qui parvient à se prétendre « la description scientifique du réel. »³³

Par sa capacité englobante, le néolibéralisme entraîne une transformation radicale des valeurs et des principes qui régissent la conduite tant de l'État que de ses citoyens : « Nothing is untouched by a neoliberal mode of reason and valuation. »³⁴ Comme on le verra dans la suite de ce travail, la logique néolibérale, aidée de l'arsenal étatique, s'étend à toutes les dimensions de la vie humaine et refaçonne les modes de gouvernance et de relations selon la logique froide du marché et de la concurrence.³⁵ Tant Boltanski et Fraser que Dardot et Laval insistent sur la pérennité et l'endurance de la raison néolibérale, non seulement parce qu'on ne la comprend pas toujours bien, mais aussi parce qu'elle n'a pas encore rencontré de contestations assez fortes pour être réellement remise en question.³⁶ En effet, selon Boltanski et Fraser, la rationalité néolibérale maîtrise particulièrement bien les mécanismes de la puissance, ce qui l'a amenée à préconiser l'absorption de la critique plutôt que la violence pour endiguer les crises qu'elle génère : « Elle permet à ces pouvoirs non plus de se maintenir en s'opposant au changement, mais de faire des changements, traités à la fois comme s'imposant depuis une nécessité externe et comme l'expression d'une volonté prenant appui sur la compétence des experts, l'instrument

³² On verra toutefois que la crise de 2008 met à mal cette conviction et mène à une critique importante des principes et idéaux néolibéraux.

³³ Bourdieu, *Essence*, 1.

³⁴ Brown, *Ruins*, 8.

³⁵ Dardot, P. et Laval, C. (2009). *Commun : Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris : La Découverte, 12.

³⁶ Dardot et Laval, *Commun*, 572. Boltanski, Fraser, et Corcuff, *Domination*, 47.

le plus efficace de la domination. »³⁷ La rationalité néolibérale est ainsi devenue maître dans l'art de récupérer les critiques formulées par ses opposants pour re-signifier sa légitimité et s'adapter aux nouveaux courants. Cette forme nouvelle et plus pernicieuse de domination lui permet de constamment s'approprier de nouvelles formes de justifications pour la soumission des masses à l'accumulation sans fin du capital.³⁸ Nous verrons maintenant comment cette rationalité s'applique à la construction du Peuple en tant qu'entité symbolique.

b. Déconstruire le Peuple

Pour transformer le régime démocratique, la rationalité néolibérale s'attaque à la déconstruction du symbole le plus puissant au cœur de l'imaginaire démocratique : le Peuple, ce qu'elle accomplit par une individualisation extrême et par le démantèlement de la société et de ses systèmes de reproduction et de protection. Fassin écrit ainsi à propos du néolibéralisme qu'il est le grand « dépeupleur, »³⁹ puisque ses mécanismes de gouvernance ont vidée la population de toute vie politique.

i. Individualisation extrême

La rationalité néolibérale tire sa force de sa capacité à englober tous les aspects de la vie humaine, tant politiquement que socialement et individuellement. « Elle permet de décrire les nouvelles aspirations et conduites des sujets, de prescrire les modes de contrôle et d'influence qui doivent s'exercer sur eux dans leurs comportements, de redéfinir les missions et les formes

³⁷ Boltanski, Fraser, et Corcuff, *Domination*, 47.

³⁸ Fraser, *Fortunes*, 109.

³⁹ Fassin, É. (2017). *Populisme: le grand ressentiment*. Paris: Textuel, 29.

de l'action publique. »⁴⁰ C'est ainsi un « nouveau monde » qui est créé quand l'ensemble des dimensions de la vie humaine sont orientées vers l'efficacité et l'accumulation du capital. Brown identifie la subjectivité néolibérale à une nouvelle forme d'assujettissement plus pernicieuse et insaisissable que celles qui l'ont précédées : « C'est donc au moment où la citoyenneté néolibérale brise les chaînes de l'individu pour lui permettre de prendre soin de lui-même qu'elle l'assujettit, dans son discours, au bien-être du tout – exigeant son allégeance et son sacrifice potentiel pour la santé de la nation et la croissance économique. »⁴¹ Dardot et Laval soulignent également le caractère sournois de cette nouvelle forme de pouvoir : « le nouveau gouvernement des hommes pénètre jusqu'à leur pensée, l'accompagne, l'oriente, la stimule, l'éduque. »⁴² Le pouvoir néolibéral vise à conduire la conduite de ses sujets et à les forcer dans des situations où le choix et la concurrence sont nécessaires. Pour se faire, l'individu est émancipé des traditions, des rapports sociaux collectifs et de ses liens de filiation personnels, ce qui le mène à une conception contractualiste des échanges sociaux.⁴³ Ainsi la capitalisation de la vie individuelle en vient à éroder les liens de solidarité. L'individu est en apparence plus libre, mais aussi détaché et isolé. Cette liberté subjective le soumet aussi par la même occasion à la logique froide et intransigeante du capital. Bien qu'elle valorise l'individualisme extrême, la subjectivité néolibérale génère en fin des comptes une forme inédite et intangible de non-liberté.

Le processus néolibéral d'économicisation de la vie humaine transforme le sujet lui-même en capital humain prêt à être utilisé selon les besoins de l'économie nationale ou supranationale.

⁴⁰ Dardot et Laval, *Raison*, 409.

⁴¹ Brown, W. (2016). « La citoyenneté sacrificielle », dans Cusset, F., Labica, T. et Rauline, V., *Imaginaires du néolibéralisme*, Paris : La Dispute, 58.

⁴² Dardot et Laval, *Raison*, 406.

⁴³ *Idem*, 405.

Le discours sur l'humain se transforme pour embrasser pleinement la figure de l'humain-entreprise, qui « opère une unification sans précédent des formes plurielles de la subjectivité. »⁴⁴ Le sujet se doit dorénavant de s'engager pleinement dans son activité professionnelle; il s'agit, pour être valorisé, de démontrer l'implication totale de soi. On passe ainsi d'une conception du sujet industriel où ce dernier optimise ses intérêts par le travail, à un individu faisant corps tout entier avec son entreprise et étant lui-même guidé par des stratégies d'optimisation. « L'effet recherché par les nouvelles pratiques de fabrication et de gestion du nouveau sujet est de faire que l'individu travaille pour l'entreprise comme si c'était pour lui-même, et de supprimer ainsi tout sentiment d'aliénation et même toute distance entre l'individu et l'entreprise qui l'emploie. »⁴⁵ Pour faire en sorte que l'individu adopte pour lui-même les buts et les techniques d'optimisation de l'entreprise, la rationalité néolibérale tente de présenter l'entreprise comme un lieu d'épanouissement « où peuvent se conjoindre enfin le désir de réalisation des individus, leur bien-être matériel, le succès commercial et financier de la « communauté » de travail, et leur contribution à la prospérité générale de la population. »⁴⁶ Dans cette optique, la réussite de la carrière se confond avec la réussite de la vie.

La raison néolibérale appelle ainsi l'individu à se concevoir comme une entreprise et à toujours se renouveler pour maximiser son capital et s'adapter à un marché complexe, dynamique et changeant.⁴⁷ Le sujet se doit d'investir en lui-même pour augmenter son capital personnel et accroître sa résilience aux mauvaises conjonctures économiques. Il doit avoir pour

⁴⁴ Idem, 408.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Idem, 410. Il est intéressant de noter l'usage du terme « communauté » pour décrire les travailleurs en tant que groupe. Toutefois Dardot et Laval notent bien que cette « communauté » est sans merci, et que ceux qui y gagnent le font au détriment des autres, sans qu'il n'y ait de collectivisation ou de solidarité entre ses membres.

⁴⁷ Brown, *Citoyenneté sacrificielle*, 56.

seule ambition de toujours s'améliorer en vertu de la « triple nécessité du positionnement de l'identité, du développement de son capital humain et de la gestion d'un portefeuille d'activités. »⁴⁸ Certains défendent cette conception du sujet. Ainsi, Peter Drucker, l'un des penseurs les plus influents en ce qui a trait aux fondements philosophiques et pratiques de l'entreprise moderne, soutient dans *The Landmarks of Tomorrow* que, pour les travailleurs, tout particulièrement ceux qu'il appelle les professionnels du savoirs, l'autonomie est le plus grand bénéfice de la responsabilisation : les travailleurs se voient libérés de l'oppression qu'est la gestion de son temps et de ses tâches par un autre.⁴⁹ Le sociologue et philosophe Harmut Rosa note toutefois l'envers de la médaille de cette nouvelle autonomie : alors que le sujet croit n'avoir jamais été aussi libre, il internalise dans chacune de ses actions une régulation sociale exceptionnellement stricte qui l'incite à vouloir répondre aux nouvelles exigences de la société néolibérale.⁵⁰ Cette haute exigence pour le soi s'oppose en paradoxe à une insatisfaction grandissante face à ce qui a déjà été accompli et aux succès des autres. Est ainsi créé un environnement de compétition généralisée qui tend à monter les individus les uns contre les autres. Comme le notent Dardot et Laval, « la concurrence devient ainsi un mode d'intériorisation des contraintes de rentabilité du capital, permettant d'alléger les lignes hiérarchiques et les contrôles permanents par l'encadrement intermédiaire, introduisant une pression disciplinaire illimitée. »⁵¹ Ce type de contrôle est aussi facilité par l'instabilité croissante du marché du travail qui force les employés

⁴⁸ Dardot et Laval, *Raison*, 418.

⁴⁹ Drucker, P. (1959). *The Landmarks of Tomorrow*. Consulté en ligne le 16 janvier 2021 : http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/30294/XX_CNE-LIPSOR_1197.pdf.txt?sequence=3

⁵⁰ Rosa, H. (2010). *Aliénation et accélération : vers une théorie critique de la modernité tardive*. La Découverte, 104.

⁵¹ Dardot et Laval, *Raison*, 311.

à endurer la pression de la performance pour éviter la menace du chômage.⁵² Ce principe universel de la concurrence mène, comme l'écrit Bourdieu, à la « lutte de tous contre tous, à tous les niveaux de la hiérarchie. »⁵³

Avec la mondialisation, ce principe de compétition universelle ne se situe pas seulement au niveau national, mais bien global. L'individu devient le catalyseur principal d'un monde si complexe et changeant qu'il se doit de faire face seul aux insécurités de la mondialisation et de les prendre entièrement sur ses épaules. Par la responsabilisation personnelle, l'individu devient imputable pour des problèmes ayant des impacts sociaux majeurs tels que les récessions et crises financières, le chômage et la mobilité socio-économique décroissante, alors qu'il est lui-même incapable d'y faire face tant politiquement qu'économiquement.⁵⁴ En contrepartie, « l'apologie de l'incertitude, de la réactivité, de la souplesse, de la créativité et du réseau constitue une représentation cohérente, grosse de promesses, qui favorise l'adhésion des salariés au modèle. »⁵⁵ En réalité, l'individu vit entièrement dans le risque et se trouve dans une situation de constante vulnérabilité. La précarité de sa situation et l'érosion de ses droits le rendent de plus en plus dépendant de son emploi, alors que la stabilité de sa position elle-même diminue avec l'augmentation des emplois provisoires et temporaires. Un discours social qui valorise le risque et rejette ceux qui ne font pas les bons choix s'accompagne également de la montée de l'industrie de la protection et de l'assurance privée.⁵⁶ Est ainsi créé une « armée de réserve de main-d'œuvre docilisée par la précarisation et par la menace permanente du chômage. »⁵⁷ Comme on le verra,

⁵² Idem, 313.

⁵³ Bourdieu, *Essence*, 3.

⁵⁴ Dardot, et Laval, *Raison*, 429.

⁵⁵ Idem, 410.

⁵⁶ Idem, 308.

⁵⁷ Bourdieu, *Essence*, 3.

la tranche la plus vulnérable de la société se voit aisément abandonnée au nom de la raison économique alors même qu'on la blâme pour son manque de succès. La rationalité néolibérale produit ainsi des sujets isolés, compétitifs, et incapables de répondre aux attentes constantes de la société moderne.⁵⁸ Cette nouvelle rationalité s'apparente ainsi en définitive à un pouvoir totalitaire auquel on ne peut y échapper, qui touche tous les aspects de la vie, et qui est difficile voire même impossible à combattre.⁵⁹

ii. Démantèlement de la société

Les pouvoirs néolibéraux visent non seulement le démantèlement complet du domaine social (tant politiquement, que légalement, et culturellement), mais vont même jusqu'à soutenir que la société n'existe pas. Selon Brown, « the assault on society and the social justice over the neoliberal decades is most familiar in the project of dismantling and disparaging the social state in the name of free, responsabilized individuals. »⁶⁰ Cette négation du domaine social permet en fait aux pouvoirs néolibéraux de s'attaquer au tissu social au nom de l'individualisme et de l'efficacité. En effet, le social est le lieu où les individus disparates forment des liens et deviennent un groupe politique. C'est là que se pratiquent la mise en commun et la justice sociale. C'est aussi le langage du social qui permet d'identifier et de dénoncer les inégalités et les injustices, où les protestations et les demandes de changement se manifestent et prennent tout leur pouvoir.⁶¹

⁵⁸ Rosa, *Aliénation*, 138.

⁵⁹ *Idem*, 84.

⁶⁰ Brown, *Ruins*, 29.

⁶¹ *Idem*, 40.

Ainsi, « the neoliberal critique of society and social justice in the name of freedom and traditional moral norms has become the common sense of a robust neoliberal culture. »⁶²

Déjà en 1998, Bourdieu notait que l'un des éléments essentiels de l'implantation de la rationalité néolibérale était la destruction de la dimension collective de l'existence.⁶³ Pour assurer la persistance de l'idéologie néolibérale, il fallait effectivement éliminer toutes les structures collectives qui pourraient freiner l'adhésion de la logique de marché à l'imaginaire social. Brown identifie ce type de gouvernance comme « l'exemple suprême de *l'omnes et singulatim*, cette façon de rassembler en séparant, d'amasser en isolant, dont Foucault a fait le trait majeur de la gouvernance moderne. »⁶⁴ L'individualisation extrême mène ainsi à la participation sans collectivisation. La contractualisation et la liberté d'engagement prennent leur place au cœur de l'individualisme moderne et l'on célèbre maintenant la liberté individuelle remplaçant les formes anciennes de réciprocité et d'affiliation. « Le programme néolibéral, qui tire sa force sociale de la force politico-économique de ceux dont il exprime les intérêts, [...] tend globalement à favoriser la coupure entre l'économie et les réalités sociales. »⁶⁵

On assiste ainsi à une décollectivisation de l'action politique qui tend à favoriser et à renforcer les pouvoirs néolibéraux au détriment des salariés de base. Cela crée un vide social qui rappelle le sentiment de désolation qu'avait déjà identifié Hannah Arendt en référence à l'individualisme atomisant.⁶⁶ La société se désintègre en une multiplicité d'unités de production

⁶² Idem, 44.

⁶³ Bourdieu, *Essence*, 5.

⁶⁴ Brown, *Citoyenneté sacrificielle*, 63.

⁶⁵ Bourdieu, *Essence*, 2.

⁶⁶ Dardot et Laval, *Commun*, 15. Il est important de noter toutefois qu'Arendt est l'une des plus ferventes critiques du domaine social, qu'elle oppose tant au domaine privé qu'au glorieux domaine public, là où l'Homme peut apparaître pleinement et briller parmi ses pairs, et peut-être même d'atteindre l'immortalité par ses actes et sa parole. Selon Arendt, le domaine social prend forme à l'époque moderne lorsque les intérêts privés prennent une valeur publique qui amène l'avènement de la société. Il tend à normaliser ses membres par sa revendication d'un

et de consommation, et, comme on le verra, les fonctions que remplissait auparavant l'État social sont dès lors transférées à la famille et à l'individu.⁶⁷ Ce transfert a l'avantage de donner l'impression que toutes les crises sociales sont en fait des crises individuelles, et que les inégalités sont les résultats des actions mêmes des individus : « La machinerie en place transforme les causes extérieures en responsabilités individuelles et les problèmes liés au système en échecs personnels. »⁶⁸ Le tissu social se trouve grandement affecté par cette dislocation entre communauté et responsabilité, car cela va même jusqu'à mettre en péril la capacité humaine à tisser et à maintenir des liens.⁶⁹ Cette séparation contribue également à l'abattement de l'idéal démocratique. En effet, l'espace social est le lieu où nous faisons l'expérience de ce qui nous unit et de ce que nous partageons. C'est le lieu du commun. Le repli de l'individu dans le privé affecte ainsi la capacité de la société moderne à s'auto-reproduire et à soutenir une démocratie robuste.⁷⁰ « En ce qui concerne la crise de la reproduction sociale, elle touche les processus socioculturels qui permettent d'établir des relations, des dispositions affectives, et l'horizon de valeurs qui sous-tendent la coopération sociale. »⁷¹ La reproduction sociale marchandisée perd de son sens et en vient à éroder les bases mêmes du capitalisme. Bourdieu note à ce sujet que « le capitalisme, considéré dans sa globalité, doit être vu comme une forme de vie dans laquelle la partie économique dépend des autres parties tout en les mettant en danger et en les érodant

conformisme total, ainsi il vise à « régir uniformément tous les membres d'une société donnée » (Arendt, 2018, 96). Le domaine social a donc comme objectif englobant de « réduire l'homme pris comme un tout, dans toutes ses activités, au niveau d'un animal conditionné à comportement prévisible » (Arendt, 2018, 102). Le danger de la société de masse est donc selon Arendt un danger même pour l'humanité de l'humain et son potentiel d'agir. L'action et la parole, reléguées au domaine de l'intime, ne permettent plus à l'humain de prétendre à l'excellence.

⁶⁷ Brown, *Ruins*, 29.

⁶⁸ Dardot et Laval, *Raison*, 429.

⁶⁹ Fraser, *Fortunes*, 228.

⁷⁰ Rosa, *Aliénation*, 85.

⁷¹ Boltanski, Fraser, et Corcuff, *Domination*, 72.

littéralement. »⁷² Fraser soutient également de façon similaire que, bien que la rationalité néolibérale s'acharne à vouloir démanteler l'espace social, les marchés ne peuvent en fait fonctionner sans la formation en arrière-plan d'une compréhension mutuelle fondée sur l'appartenance à un espace social commun. Toute tentative d'abroger l'espace social mène donc nécessairement à la crise au sein même du système capitaliste.⁷³

c. Effets sur le régime démocratique

En faisant du sujet un individu isolé et compétitif, et en limitant les opportunités de collectivisation et de revendications démocratiques, c'est non seulement le pouvoir du Peuple qui s'est vu être érodé, mais également sa présence au cœur de l'imaginaire démocratique.⁷⁴ Il y a un lien fondamental entre l'individualisation radicale, le démantèlement de la société, et la perception du Peuple comme entité politique. Sous l'égide de la rationalité néolibérale, la démocratie est dissociée du pouvoir populaire organisé, et le « Peuple », évidé de tout sens, prend un rôle dépolitisé et atomisé.

Le citoyen actif est relégué au rôle d'unité de production facilement gouvernable et investi dans le grand projet du capitalisme : « Le citoyen nouveau est lié par la seule valeur supérieure de la croissance économique et peut donc être sacrifié aux besoins, aux vicissitudes et aux inégalités du capital, que ce soit dans son travail, auprès de sa nation, ou au sein d'une constellation postnationale. »⁷⁵ Ainsi, le nouveau cadre économique permettant de rationaliser la position de chacun réduit la vertu citoyenne au niveau d'adhérence de l'individu au succès

⁷² Idem, 43.

⁷³ Fraser, *Fortunes*, 230.

⁷⁴ Brown, *Demos*, 188.

⁷⁵ Brown, *Citoyenneté sacrificielle*, 72.

économique de la nation. On ne participe plus au politique, mais seulement à la croissance nationale, ce qui mène à la passivité politique : « La citoyenneté active est vidée de son contenu pour ne plus tendre qu'à être du capital humain responsabilisé. »⁷⁶ De là, on a qu'un pas à franchir pour tomber dans le mythe du citoyen consommateur, qui vote avec ses dollars et nourrit l'illusion que le système politique peut être influencé par une participation éclairée au capitalisme. On voit encore ici la rhétorique néolibérale à l'œuvre, qui prétend à la liberté de choisir des individus jusque dans leur action politique, une idée défendue avec vigueur notamment par Milton Friedman dans *Capitalism and Freedom*.⁷⁷ Ainsi, comme le notent Dardot et Laval : « La citoyenneté n'est plus définie comme participation active à la définition d'un bien commun propre à une communauté politique, mais comme une mobilisation permanente d'individus qui doivent s'engager dans des partenariats et des contrats de toutes sortes avec des entreprises et des associations, pour la production de biens locaux donnant satisfaction aux consommateurs. »⁷⁸ Les principes d'égalité et de liberté sont ainsi mis à mal lorsque les garanties promises par l'état de droit et la participation à la souveraineté populaire sont remplacée par une conception économique des citoyens en tant que gagnants et perdants.⁷⁹ L'action citoyenne est individualisée et ramenée au niveau des choix personnels, ce qui élimine l'idée même d'un Peuple démocratique partageant un destin commun.⁸⁰ C'est avec cette nouvelle conception de

⁷⁶ Brown, *Citoyenneté sacrificielle*, 73. Brown ne mentionne pas toutefois les nombreux mouvements altermondialistes et socio-politiques tels que Occupy, les Indignados en Espagne et en Grèce et les révoltes arabes qui ont articulé une critique explicite du capitalisme et du néolibéralisme, tout particulièrement du point de vue des inégalités croissantes et de la précarité, avec des revendications pour une « réelle » démocratie. Bien que cette résistance au néolibéralisme n'ait pas mené à des changements systémiques, on est bien loin de la passivité politique.

⁷⁷ Friedman, M. (2002). *Capitalism and Freedom*, Chicago: University of Chicago Press, 3.

⁷⁸ Dardot et Laval, *Raison*, 323.

⁷⁹ Brown, *Demos*, 41.

⁸⁰ Ibid, p.42.

la subjectivité et de la citoyenneté, dépouillée des protections du social, que l'on perd selon Brown le sens le plus vital de ce qu'elle appelle la « bare democracy »⁸¹, l'exercice du pouvoir pour et par le Peuple. On pourrait reprocher à Brown ses idéaux élevés pour la démocratie et le fait qu'elle semble idéaliser un certain Âge d'or de la démocratie où le Peuple aurait précédemment réellement pu participer au politique. Toutefois, comme nous l'avons déjà mentionné, il semble faux de croire que les élites démocratiques n'aient pas de tout temps tenté de réduire ou de limiter le pouvoir démocratique populaire.

Bien plus que la citoyenneté, la rationalité néolibérale refaçonne l'État lui-même, et « doit seule structurer et légitimer l'action de l'État. »⁸² Le mode de gouvernement subit ainsi une transformation radicale lorsque l'idéal démocratique de l'État social et de la participation politique active est abandonné au profit de récits fictifs néolibéraux ancrés dans l'individualisme et la responsabilité personnelle. On tente ainsi de démontrer que « l'« État-providence », en voulant promouvoir le bien-être de la population par des mécanismes de solidarité, a déresponsabilisé les individus »⁸³ et miné l'éthique de travail comme la morale de chacun. Si l'État ne doit plus tendre à la protection des individus, il se réoriente comme stimulant de la production et facilitateur de la concurrence économique, qui sert le bien commun en maximisant les profits. « Nous n'avons pas affaire à un simple retrait de l'État, mais à un réengagement politique de l'État sur de nouvelles bases, de nouvelles méthodes et de nouveaux objectifs. »⁸⁴ L'action publique doit maintenant servir à mettre en place les conditions nécessaires à l'existence

⁸¹ Ibid, 202.

⁸² Dardot et Laval, *Raison*, 297.

⁸³ Idem, 295.

⁸⁴ Idem, 274.

du sujet néolibéral, un être comme on l'a vu à la fois calculateur, productif, résilient, et surtout intrinsèquement investi dans le projet capitaliste.

Pour ce faire, l'État prend un rôle disciplinaire accru pour forcer l'individu à faire des choix et ainsi réaliser pleinement le système de marché où absolument tout est susceptible à la concurrence, de l'éducation aux soins de santé. En imposant l'obligation de choisir, l'État transforme le capitalisme en une sorte de jeu où l'individu se doit de faire des choix et de calculer le coût-bénéfice de ce qu'il entreprend s'il veut éviter de tout perdre.⁸⁵ Plutôt que de garantir la protection des citoyens, l'État agit à titre de guide et d'informateur pour assurer que tous puissent faire un choix de consommation rationnel. Ainsi, la conduite des conduites prend une nouvelle forme, où « le concept même de gouvernementalité, en tant qu'action sur les actions d'individus supposés libres de leurs choix, permet de redéfinir la discipline comme technique de gouvernement propre aux sociétés de marché. »⁸⁶ C'est la discipline qui permet de structurer le champ d'action même des individus et de les façonner selon le modèle néolibéral. Cette nouvelle forme d'assujettissement se fait par l'implantation graduelle de techniques disciplinaires et d'un système de normes favorisant l'élévation d'un sujet particulier qui tend à se plier lui-même à ce qui est attendu de lui. Comme le note Brown : « [The working class] can be trained to accept TINA ("there is no alternative") as a reality principle, such that the policies through which neoliberal rationality guides the conduct of the subject becomes unchangeable. »⁸⁷ Ainsi, gouverner à l'ère néolibérale consiste à « jouer activement sur l'espace de liberté laissé aux individus pour qu'ils en viennent à se conformer d'eux-mêmes à certaines normes. »⁸⁸ L'autogouvernement de soi

⁸⁵ Idem, 301.

⁸⁶ Idem, 299.

⁸⁷ Brown, *Ruins*, 64.

⁸⁸ Dardot et Laval, *Raison*, 14.

semble si dépolitisé et intangible qu'il en devient naturalisé, alors même qu'il exerce sur tous une pression excessive et en constante augmentation.

La transformation du régime spatio-temporel est un bon exemple des pressions inédites qui pèsent sur le sujet néolibéral. Comme l'écrit Rosa : « il n'y a presque aucune arène de la vie sociale qui ne soit affectée ou transformée par les diktats de la vitesse. »⁸⁹ La temporalité n'apparaît pas comme une norme politique que l'on peut remettre en question. Pourtant, l'imposition de l'urgence et de l'immédiateté au nom de l'efficacité sont bien des instruments de contrôle auxquels il est difficile de résister.⁹⁰ L'auto-discipline de soi ne peut être laissée au hasard de l'intérêt individuel, ainsi, « plus l'individu calculateur est supposé libre de choisir, plus il doit être surveillé et évalué pour obvier à son opportunisme foncier et le forcer à conjointre son intérêt avec celui de l'organisation qui l'emploie. »⁹¹ Le contrôle des sujets se produit donc par une surveillance diffuse et constante des choix individuels et une législation indirecte qui limite les options de chacun en prétendant guider l'individu.

Sans Peuple, il revient de se demander ce qui légitime le pouvoir et l'action publique sous la rationalité néolibérale. Une évolution intéressante du néolibéralisme est sa convergence avec le langage de l'entreprise dans les années 1980, ce qui donne la gouvernance, une forme de pouvoir administrative qui utilise les meilleures pratiques et le *benchmarking* pour guider l'action

⁸⁹ Rosa, *Aliénation*, 85.

⁹⁰ Sans que Rosa fasse lui-même le lien entre accélération et néolibéralisme, il est possible de tisser des liens qui dépeignent bien le type d'emprise qu'exerce la rationalité néolibérale sur l'individu. En effet, selon le sociologue allemand, les structures temporelles de ce qu'il appelle la « modernité tardive » sont axées sur une triple accélération qui inclue le rythme croissant de l'innovation, l'augmentation de la vitesse à laquelle les pratiques sociales se modifient (tout particulièrement au sein de la famille et du travail), ainsi que l'accélération du rythme de vie alors que les exigences augmentent pour les individus et qu'ils se doivent de faire plus en moins de temps. Ainsi, quand on met le concept d'accélération en perspective avec les écrits de Dardot et Laval, par exemple, on peut suggérer que l'accélération est une corde à l'arc de la rationalité néolibérale pour exercer un contrôle et une surveillance accrus sur l'individu.

⁹¹ Dardot et Laval, *Raison*, 301.

publique.⁹² La distance s'agrandit entre le sujet et l'État, et l'on peut désormais gouverner sans gouvernement en disséminant le contrôle dans un vaste réseau de « gestion » visant la maximisation du capital. Pour pallier à la complexité grandissante des marchés, la technocratie devient une part essentielle de la gouvernance, et l'on assiste ainsi à la montée en puissance d'organisations et de traités internationaux pour répondre à des enjeux mondiaux complexes qui nécessitent la coordination au plus haut-niveau. La réforme des systèmes financier, économique et social est présentée comme une nécessité vitale pour adapter les États à la mondialisation et survivre dans un contexte de compétition exacerbée. Toutefois, « à la fois acteurs et objets de la concurrence mondiale, constructeurs et auxiliaires du capitalisme financier, les États sont de plus en plus soumis à la loi d'airain d'une dynamique de la mondialisation qui leur échappe très largement. »⁹³ Des organisations supranationales comme le Fonds monétaire mondial et la Banque mondiale imposent des politiques telles que la privatisation de secteurs économiques entiers, la déréglementation et l'ouverture des marchés aux capitaux étrangers. Les États fragiles et en développement n'ont d'autres choix que de s'ouvrir aux investisseurs étrangers pour avoir accès à du financement, tout particulièrement avec la montée escarpée de la dette publique dès le début des années 1990. « L'intervention du FMI et de la Banque mondiale visait à imposer le cadre politique de l'État concurrentiel, soit celui de l'État dont toute l'action tend à faire de la concurrence la loi de l'économie nationale »⁹⁴ avec, comme on l'a dit, des résultats catastrophiques tant au niveau des productions locales que des inégalités sociales et économiques. Ainsi, en cherchant à créer les conditions nécessaires à la maximisation du capital,

⁹² Brown, *Demos*, 71.

⁹³ Dardot et Laval, *Raison*, 283.

⁹⁴ *Idem*, 282.

les États se font les architectes d'un système économique qui les soumet aux exigences et aux intérêts des détenteurs de capitaux.⁹⁵ Toutefois, comme le notent Dardot et Laval : « Il y a en effet quelque fausse naïveté dans le fait de déplorer la puissance du capital financier par opposition à la force déclinante des États. »⁹⁶ En effet, ces derniers ont activement participé à la financiarisation du capitalisme et à la transformation du régime d'accumulation.

Comme le note Brown « despite routine claims by proponents that governance techniques are more democratic than those associated with hierarchical or state-centered forms, there is simply no place for the demos or its political activity. »⁹⁷ En effet, les organisations supranationales sont peu représentatives de la volonté du Peuple et laissent souvent peu de place aux corps législatifs élus. La gouvernance tend ainsi à réduire encore la possibilité d'une participation démocratique significative.⁹⁸ Mounk ajoute à ce sujet que l'isolement croissant des décideurs face à leurs constituants ainsi que la montée d'agences puissantes où les dirigeants ne sont pas élus mais nommés mènent à une situation de libéralisme non-démocratique où des pans importants de l'État, tels que la bureaucratie et les banques centrales, sont entièrement autonomes.⁹⁹ Rosanvallon résume bien le résultat de ce nouveau type de gouvernementalité : «Le développement de la mondialisation a au surplus produit une forme d'unification sans visage avec le couronnement de la force anonyme des marchés et la montée en puissance d'autorités non élues de toute nature. Tout cela a rendu les événements plus illisibles, les responsabilités moins clairement assignables, les véritables lieux de pouvoir plus difficiles à cerner. Les

⁹⁵ Idem, 284.

⁹⁶ Idem, 286.

⁹⁷ Brown, *Demos*, 207.

⁹⁸ Brown, *Ruins*, 83.

⁹⁹ Mounk, Y. (2018). *The People vs. Democracy*. Cambridge: Harvard University Press, 63.

possibilités d’agir ont du même coup simultanément paru se réduire, accroissant un sentiment diffus de déprise. »¹⁰⁰ On voit donc qu’en s’emmêlant aux idéaux néolibéraux, l’État entreprend une transformation considérable tant au niveau de la conduite des sujets qu’à celui de la gouvernance politique et économique. Le pouvoir néolibéral prend la forme d’une créature à têtes multiples, et dont « la puissance [est] à la fois diffuse, globale et incontrôlable. »¹⁰¹ La diffusion et l’invisibilité du pouvoir font en sorte que les conflits sociaux ne peuvent plus faire jour, ils deviennent eux-mêmes fluides et impalpables. Brown soutient que la gouvernance technocratique dissimule les logiques de justice et de répartition puisque les problèmes politiques sont dès lors formulés selon des paramètres techniques.¹⁰² De plus, les forces et enjeux qui perpétuent l’injustice, tel que la traite des armes ou de la drogue, et bien entendu les changements climatiques, s’évadent du cadre national et se trouvent dès lors hors du champ d’action de l’État.¹⁰³

On peut se demander à qui bénéficie cette dislocation entre souveraineté populaire et démocratie. Comme le note Harvey, « Neoliberalization was from the very beginning a project to achieve the restoration of class power. »¹⁰⁴ En effet, le but était pour l’élite économique de recréer (ou de créer de toute pièce dans les pays du Sud global) des conditions favorables à l’accumulation sans borne du capital. Toutefois, le néolibéralisme n’a pas tant créé de nouvelles richesses qu’il les a redistribuées. C’est ce que Harvey appelle l’accumulation par la dépossession,¹⁰⁵ et qui est illustrée par la concentration extrême de la richesse depuis les années

¹⁰⁰ Rosanvallon, P. (2020). *Le siècle du populisme: Histoire, théorie, critique*, Paris: Seuil, 71.

¹⁰¹ Idem, 288.

¹⁰² Brown, *Citoyenneté sacrificielle*, 59.

¹⁰³ Fraser, *Fortunes*, 201.

¹⁰⁴ Harvey, *Neoliberalism*, 16.

¹⁰⁵ Idem, 159.

1980. Ainsi, on peut voir que l’effacement du Peuple et de la société, ainsi que la création d’une nouvelle subjectivité fondée sur la responsabilité personnelle, le risque, et le dévouement au capital, constituent en fait un système de justification et de légitimation pour l’enrichissement d’une certaine classe de la société : « The market depicted ideologically as a way to foster competition and innovation, became a vehicle for the consolidation of monopoly power. »¹⁰⁶ Cette reprogrammation néolibérale a ainsi mené à un accroissement incommensurable des inégalités à travers le monde, et à une « masse extraordinaire de souffrance »¹⁰⁷ qui est venue ternir l’imaginaire démocratique.¹⁰⁸

i. Tournant anti-démocratique

Il semble possible au tournant du XXI^e siècle que l’effacement du Peuple de l’imaginaire démocratique, en passant par la désintégration du tissu social et des forces populaires collectives, ait préparé le terrain pour la mobilisation et la légitimation de forces antidémocratiques féroces. Comme l’écrit Brown, « the neoliberal attack on the social [...] is key to generating an antidemocratic culture from below while building and legitimating antidemocratic forms of state power from above. »¹⁰⁹ Non seulement assiste-t-on à un déclin marqué de la participation politique et à un rejet des partis traditionnels, mais surtout à une montée fulgurante de

¹⁰⁶ Idem, 26.

¹⁰⁷ Bourdieu, *Essence*, 5.

¹⁰⁸ Comme on l’a vu, les critiques du néolibéralisme sont nombreuses et multiformes. Toutefois, certains demandent à ce que ce rejet complet et définitif du néolibéralisme s’accompagne de plus de nuances et d’une lecture de l’état du monde plus ouverte et optimiste. Par exemple, le scientifique Steven Pinker souligne dans *Enlightenment Now: The Case for Reason, Science, Humanism, and Progress* que, durant la période que l’on associe au néolibéralisme, la santé, la sécurité, et la paix ont eu tendance à augmenter dans le monde entier, et que le bien-être humain connaît en fait une période de prospérité sans précédent. Pinker, S. (2018). *Enlightenment Now: The Case for Reason, Science, Humanism, and Progress*. London: Penguin Books Limited.

¹⁰⁹ Brown, *Demos*, 28.

sentiments anti-démocratiques.¹¹⁰ Selon Mouffe, cette situation post-démocratique, et la crise de l'État ont pris racine dans l'érosion de deux piliers fondamentaux de la démocratie, soit l'égalité et la souveraineté du Peuple.¹¹¹ Tant en Europe qu'aux États-Unis, la politique semble être une affaire d'élite sur laquelle la population commune n'a peu ou pas d'impact. On verra qu'il devient aisé pour les mouvements populistes de profiter de cette vulnérabilité pour blâmer à la fois les élites politiques et économiques pour l'entropie de l'espace démocratique. Vieten et Poynting écrivent : « The global rise of populist, right wing, nationalist, xenophobic movements is in large part a reaction to the insecurities and displacement of neoliberalism in the context of global financial crisis. »¹¹² Enfin, la liberté telle que formulée par l'idéal néolibéral légitime et attise l'extrême-droite, alors même que l'imputabilité des inégalités à la conduite de l'individu encourage le déchaînement d'une forme nouvelle d'attaques désinhibées contre les membres les plus vulnérables de la société.¹¹³ Ainsi, comme l'écrit Brown : « Several decades of this multifaceted hostility to democratic political life has generated in populations, at best, widespread disorientation about the value of democracy and at worst opprobrium toward it. Yet because the political has been disparaged and attacked, but not extinguished while democracy itself has been thinned and devalued, undemocratic and antidemocratic political powers and energies in neoliberalized orders have swollen in magnitude and intensity.»¹¹⁴ L'amplification des inégalités à travers le monde, notamment en raison de la baisse du niveau de vie des populations de la classe ouvrière et de la classe moyenne dans l'hémisphère Nord et par l'exploitation

¹¹⁰ Rosanvallon, *Siècle du populisme*, 28.

¹¹¹ Mouffe, C. (2019). *For a Left Populism*. Brooklyn, NY: Verso.

¹¹² Vieten, U. M., & Poynting, S. (2016). « Contemporary Far-Right Racist Populism in Europe », *Journal of Intercultural Studies*, 37 (6), 535.

¹¹³ Brown, *Ruins*, 42.

¹¹⁴ Idem, 58.

continue, accompagnée d'une souveraineté limitée, dans l'hémisphère Sud, viennent nourrir encore ce désenchantement démocratique. « Le peuple est devenu dans ces conditions « introuvable » »¹¹⁵, et c'est ce contexte précis qui a mené à la refonte de la conception du Peuple par les partis populistes. En effet, en contraste marqué avec l'effacement du Peuple sous le néolibéralisme, le populisme mène à sa résurgence vengeresse au sein de ses plus récents mouvements. Examinons maintenant ce qui braque les populations contre la démocratie et alimente cette marée en colère.

2) Du néolibéralisme au populisme

a. Une nouvelle vague populiste

Le populisme a une histoire trouble et de multiples facettes qui le rendent difficile à définir. Ainsi, Canovan note que : « All attempts at a general characterisation of populism have been contentious, with some analysts offering definitions or lists of essential characteristics, others finding only more tenuous connections and loose family resemblances between the different candidates. »¹¹⁶ Mudde et Kaltwasser définissent le populisme comme une idéologie dont les principes fondamentaux seraient relativement minces, ce qui fait en sorte qu'il est aisé de l'adapter à de nombreux contextes et d'y associer des concepts variés.¹¹⁷ Cela expliquerait en partie pourquoi l'étiquette populiste se voit appliquée à un large éventail d'acteurs politiques, et également pourquoi le populisme peut entretenir des liens étroits avec le nationalisme et la

¹¹⁵ Idem, 29.

¹¹⁶ Canovan, *Populism*, 243.

¹¹⁷ Mudde, C., & Kaltwasser, C. R. (2017). *Populism: A very short introduction*. New York: Oxford University Press, 6.

démocratie, par exemple. Finchelstein note à ce sujet qu'il est important de reconnaître les liens historiques et théoriques unissant le fascisme au populisme.¹¹⁸ Le populisme moderne serait selon l'auteur un phénomène global et transnational qui aurait reformulé l'héritage fasciste après la Seconde guerre mondiale pour en conserver certaines caractéristiques anti-démocratiques, tout en délaissant ses fondements dictatoriaux pour s'adapter au jeu de la démocratie.

Ainsi, le populisme n'est point une nouveauté et a des racines profondes dans des mouvements sociaux remontant aux années 1900. Certains, comme Laclau, soutiennent qu'il est un pilier de l'ordre démocratique même.¹¹⁹ Rosanvallon ajoute à ce sujet qu'« il y a populisme chaque fois que l'ordre social est ressenti comme essentiellement injuste et que l'on fait appel à la construction d'un nouveau sujet de l'action collective – le peuple – capable de reconfigurer cet ordre dans ses fondements mêmes. »¹²⁰ Sans nous attarder sur les formes variées qu'a pris le populisme à travers l'histoire et dans différents pays, intéressons-nous à ce que plusieurs ont appelé le « moment populiste », soit la vague populiste qui déferle sur le monde occidental depuis les années 2000, illustrée notamment par les succès électoraux de la Fidesz en Hongrie, de la Droite Unie en Pologne, et des Républicains sous Donald Trump aux États-Unis, mais aussi par l'enthousiasme majeur qu'ont généré certains partis comme l'Alternative für Deutschland en Allemagne et le Front national en France. Bergmann note le caractère inattendu et sans précédent de cette montée de populisme : « Even in firmly rooted democracies, traditional politics were giving way to populists. The third wave of nativist populism also brought a

¹¹⁸ Finchelstein, F. (2017). *From Fascism to Populism in History*. Berkeley: University of California Press, X.

¹¹⁹ Laclau, E. (2005). *On Populist Reason*, London: Verso.

¹²⁰ Rosanvallon, *Siècle du populisme*, 30.

transformation in their appearance. These were no longer rogue demagogues revelling in Nazi symbolism, as in previous eras. Instead, populist leaders now looked like normal politicians. »¹²¹

On verra que le racisme a joué un rôle capital dans cette éclosion nouvelle du populisme. Toutefois, plusieurs auteurs ont d'abord lié l'éclosion populiste à des enjeux strictement économiques, tout particulièrement suite à la crise financière internationale de 2008 : « When the International Financial Crisis of 2008 was chewing into people's livelihoods, distaste for the political establishment had already been building for decades. In its wake, nativist populism rose to new heights, now also spreading far into the mainstream. »¹²² La crise a ébranlé les fondements du système capitalisme dominant, apportant incertitude économique, austérité publique, et inégalités frappantes entre la population et les élites économiques et politiques. « This was a financial tsunami without precedent in contemporary times. The crunch also illustrated a vulnerability in the internationalized economy of the West. »¹²³ Au niveau des populations, la crise marque tout particulièrement un groupe spécifique tant en Europe qu'en Amérique du Nord, soit les laissés-pour-compte de la classe moyenne blanche. Bien avant 2008, la classe moyenne blanche et rurale vit de plus en plus dans l'insécurité financière et connaît des problèmes uniques liés à sa position au sein de la hiérarchie sociale.¹²⁴ Ses difficultés économiques sont liées non seulement à la plus grande compétitivité d'emploi (notamment en raison de l'entrée sur le marché du travail des femmes et des immigrants), mais aussi à l'automatisation et à la délocalisation rapide des emplois vers les pays en voie de

¹²¹ Bergmann, *Third Wave*, 131.

¹²² Ibid.

¹²³ Idem, 132.

¹²⁴ Cramer W., K. (2012). « Putting Inequality in Its Place: Rural Consciousness and the Power of Perspective », *American Political Science Review*, 106 (3), 531.

développement.¹²⁵ C'est ce que Hochschild nomme le « class squeeze » : la première génération d'Américains à connaître une mobilité sociale en déclin à chaque étape de sa vie adulte.¹²⁶ Alors que la saillance des enjeux économiques augmente pour la classe moyenne blanche, elle diminue en intérêt pour la classe politique avec la montée de valeurs et enjeux postmodernes, tels que l'inclusion et la diversité, le féminisme et les changements climatiques. Esseulée, la classe moyenne blanche se sent trahie par l'État et tourne sa confiance vers le marché libre pour survivre et prospérer économiquement. Dans son ouvrage, Hochschild dépeint le sentiment profond d'abandon partagé par les partisans du Tea Party dans le Sud des États-Unis. Ce groupe a l'impression d'avoir travaillé assez fort et d'avoir payé ses dus pour atteindre finalement le rêve américain. Toutefois, il ne voit pas le progrès espéré et a même l'impression de régresser alors que d'autres, des réfugiés, des immigrants et des minorités culturelles, semblent être privilégiés par le gouvernement sous prétexte qu'ils connaissent davantage de difficultés.¹²⁷ Un sentiment d'injustice et de trahison naît de cette impression. Cramer souligne que cette attitude est typique de la conscience de groupe qui crée un sentiment de privation, et de ce fait une hostilité envers les autres groupes.¹²⁸ Du même trait, la classe moyenne blanche devient aussi plus susceptible au nativisme et à la xénophobie propagés par les mouvements populistes.

On voit donc que les pratiques économiques dilapidatrices du néolibéralisme et la crise de 2008 ont servi de catalyseur à un ressentiment ancré dans l'insécurité financière et le déclin de la mobilité sociale. Toutefois, ce ressentiment seul n'a pas suffi à enflammer les mouvements populistes. C'est plutôt l'instrumentalisation du racisme qui a donné l'élan nécessaire à

¹²⁵ Inglehart, et Norris, *Trump*, 2.

¹²⁶ Hochschild, *Heart*, 146.

¹²⁷ Idem, 135-150.

¹²⁸ Cramer, *Rural Consciousness*, 518.

l'unification d'une nouvelle identité, ou d'un « Peuple » sous le drapeau de la suprématie blanche. Pour qu'une société demeure stable et pacifique, Mason soutient que les clivages sociaux se doivent d'être multiples et variés afin de favoriser la coopération, le compromis et l'empathie dans la prise de décisions politiques.¹²⁹ Aux États-Unis et en Europe toutefois, la classe moyenne blanche, catholique et moins éduquée se définit de plus en plus par sa race et sa religion, et cette homogénéisation identitaire fait d'elle un groupe de choix pour la mobilisation populiste.¹³⁰ Historiquement, on a pu observer en réaction au mouvement des droits civiques un exode des conservateurs vers les Républicains et des libéraux vers les Démocrates, ce qui a mené depuis les années 1960 à ce que Mason appelle le tri racial et religieux, soit la séparation idéologique entre les deux partis américains selon le profil racisé et la religion d'un individu.¹³¹ Le même processus s'est aussi déroulé en Europe, où l'enracinement progressif de valeurs postmodernes a créé un contrecoup social et un mouvement de protection des valeurs traditionnelles.¹³² Ces lignes claires de division au sein de la société et l'attachement identitaire des individus à leur groupe d'appartenance créent une scène politique instable et fertile à la dissension politique.

En plus de la crise financière de 2008, la crise des réfugiés de 2015 a été un autre point tournant pour rallier la classe moyenne blanche au populisme.¹³³ Les partis populistes s'aperçoivent qu'une classe moyenne blanche insécurisée au niveau économique est particulièrement réceptive aux messages xénophobes et anti-immigration. Étrangère dans son

¹²⁹ Mason, L. (2018). *Uncivil agreement: How politics became our identity*. Chicago: The University of Chicago Press, 24.

¹³⁰ Inglehart, et Norris, *Trump*, 4.

¹³¹ Mason, *Uncivil agreement*, 32.

¹³² Inglehart, et Norris, *Trump*, 14.

¹³³ Bergmann, *Third Wave*, 132.

propre pays, la classe moyenne blanche se tourne vers un totem qui saura la défendre et la protéger, mais surtout lui faire sentir à nouveau qu'elle est au sommet de la hiérarchie sociale. Ainsi, au Danemark, le Parti du Peuple danois se transforme avec succès d'un parti marginal à l'un des partis les plus influents de la politique danoise en changeant le discours politique du Danemark sur l'immigration et l'Islam.¹³⁴ Dans de nombreux pays où les mouvements populistes sont actifs, les politiques xénophobes et anti-immigration sont d'autant plus normalisées qu'elles sont également adoptées par les grands partis dans une tentative pour ces derniers de conserver leur espace politique. Enfin, il est important de noter que bien que la majorité du soutien aux partis populistes en Europe et en Amérique du Nord soit venu des laissés pour compte de l'économie néolibérale, la question de la race et l'attitude face à la migration sont réellement les points unificateurs de ce qui forme maintenant l'extrême droite-populiste. Ainsi, en Allemagne, : « The only factor apart from geography separating AfD supporters from others were their attitudes to refugees and migrants. In other words, xenophobes from all levels and swaths of society supported Alternative for Germany. »¹³⁵ On le verra, la xénophobie et le racisme ont joué un rôle de premier plan dans l'adhésion d'une marée en colère aux propositions populistes et dans l'avènement d'un nouveau mythe populaire.

Le dernier élément ayant contribué à la diffusion rapide de cette nouvelle vague populiste est le fait qu'elle ait coïncidé avec l'avènement des médias sociaux. Cette nouvelle plateforme permet aux populistes de contourner les médias traditionnels pour diffuser largement leurs messages politiques polarisants directement auprès du public.¹³⁶ Sur la force des médias sociaux,

¹³⁴ Idem, 150.

¹³⁵ Idem, 146.

¹³⁶ Rosanvallon, *Siècle du populisme*, 73.

Müller ajoute que « les microsphères publiques segmentées d'Internet, au sein desquelles les membres de « petits peuples » politiques se confirment les uns les autres dans leur supériorité morale, favorise la logique du populisme. »¹³⁷ Bergmann associe cette tactique populiste à une guerre de l'information, où la vérité importe peu et où foisonnent théories conspirationnistes, mensonges, et points de vue controversés et racistes.¹³⁸ Deux théories conspirationnistes prônées par les mouvements populistes sont particulièrement intéressantes pour mettre en lumière les liens de causalité entre souffrance néolibérale et bouillonnement populiste. La première est celle du *Deep State*, soit l'existence d'une élite mondiale secrète qui tirerait les ficelles derrière les gouvernements et détiendrait tous les pouvoirs, ce qui rappelle de façon marquée la tendance néolibérale à invisibiliser et diffuser le pouvoir par l'usage de la gouvernance. La deuxième théorie conspirationniste qui nous intéresse est celle du Grand Remplacement, soit la croyance que les musulmans ou d'autres minorités culturelles complotent en secret pour conquérir l'Occident.¹³⁹ Les deux théories sont souvent liées, car les populistes soupçonnent généralement les élites de s'être liguées secrètement aux minorités culturelles ou religieuses.

On l'a vu, la rationalité néolibérale a créé un monde qui pour beaucoup apparaît comme incontrôlable et incompréhensible. Rosanvallon note à ce sujet que : « les visions conspirationnistes du monde correspondent en effet à une tentative de restaurer une cohérence dans un monde ressenti comme indéchiffrable et menaçant. »¹⁴⁰ Ce type de conspirations circule largement sur Internet dans une tentative de se réappropriier le monde face à un monstre

¹³⁷ Müller, *Populisme*, 68.

¹³⁸ Bergmann, *Third Wave*, 138.

¹³⁹ Idem, 139.

¹⁴⁰ Rosanvallon, *Siècle du populisme*, 70.

multiforme (le néolibéralisme) qui semble tirer toutes les ficelles.¹⁴¹ Toutefois, ces théories du complot favorisent aussi un climat politique que l'on pourrait qualifier de post-vérité, ce qui rend l'espace démocratique très vulnérable à la manipulation.¹⁴² Il est intéressant de prendre en compte le concept de régime de vérité de Foucault du point de vue du populisme. Le régime de vérité comprend les types de discours qu'une société accueille et fait fonctionner comme étant vrais. La vérité est le plus souvent liée à l'État, car ce sont les systèmes de pouvoir qui la produisent, la font circuler, et sont renforcés par elle.¹⁴³ Au sein des mouvements populistes occidentaux, la vérité / pouvoir décrite par Foucault tient donc un rôle mystificateur pour camoufler les causes réelles des enjeux au sein de la société, diaboliser les opposants, et déformer ce qui peut être jugé correct et juste. Ainsi, les médias sociaux, aidés notamment des actualités télévisées en continu, ont contribué à l'unification d'un « Peuple » nouveau sous la bannière populiste. Voyons maintenant comment il s'est construit.

b. Reconstruire le Peuple

Un élément intrinsèque et incontesté du populisme moderne est sa façon de transcender les luttes de classes pour placer le Peuple en figure centrale de la démocratie.¹⁴⁴ Ainsi, selon Mudde et Kaltwasser, tous les partis populistes partagent une exaltation du Peuple.¹⁴⁵ L'ambiguïté dans la définition du Peuple est clé pour permettre aux mouvements populistes de sauter imperceptiblement entre ses différents registres, de souverain à commun, d'individus séparés à

¹⁴¹ Ibid.

¹⁴² Bergmann, *Third Wave*, 136.

¹⁴³ Foucault, M. (2001). « La fonction politique de l'intellectuel », dans *Dits et écrits II : 1976-1988*, Paris, Gallimard, 109-114.

¹⁴⁴ Rosanvallon, *Siècle du populisme*, 27.

¹⁴⁵ Mudde et Kaltwasser, *Populisme*, 5.

la nation dans son ensemble.¹⁴⁶ Ainsi, Rosanvallon note que les mouvements populistes contemporains créent par leur discours une unification nouvelle du Peuple comme corps politique et du Peuple en tant que groupe social formé d'individus séparés. Toutefois le signifiant lui-même demeure vide, car, on le verra, le Peuple est plutôt défini comme un miroir de l'élite et de l'Autre.¹⁴⁷ Le Peuple du populisme a un certain statut socioéconomique, ainsi qu'une tradition et culture qui sont valorisées par le mouvement populiste, et mises en opposition à la culture dominante ou à celle d'un autre groupe. Cette préférence arbitraire envers un certain groupe vise en définitive à mobiliser le Peuple contre l'Ennemi, lui-même un Autre différent et menaçant.¹⁴⁸ Dans l'univers populiste, il n'y a pas de Peuple sans ennemi, car c'est ce dernier qui trace la ligne de partage définissant le « nous » commun.¹⁴⁹ La société se divise ainsi clairement entre deux camps homogènes et antagonistes. Le Peuple est tout ce que l'élite n'est pas, et cette dernière travaille activement contre lui pour empêcher l'épanouissement de son plein potentiel.¹⁵⁰ Le populisme est donc marqué d'un anti-élitisme frappant, en opposition tant aux partis politiques traditionnels, qu'aux élites culturelles et économiques, incluant les médias.¹⁵¹ Plusieurs critères peuvent être utilisés par un mouvement populiste pour définir l'élite, que ce soit en des termes économiques, ethniques ou nationalistes. Toutefois, elle s'identifie toujours par son pouvoir. Par exemple, l'élite est souvent associée par le leader populiste aux pouvoirs économiques, ce qui lui permet entre autres d'expliquer le manque de succès de ses politiques

¹⁴⁶ Canovan, *Populism*, 248.

¹⁴⁷ Rosanvallon, *Siècle du populisme*, 32.

¹⁴⁸ Bergmann, *Third Wave*, 177.

¹⁴⁹ Rosanvallon, *Siècle du populisme*, 31.

¹⁵⁰ Mudde et Kaltwasser, *Populisme*, 12.

¹⁵¹ Ibid.

et d'avoir un bouc émissaire à portée de main pour essayer ses échecs.¹⁵² Ainsi, Trump attaque la « Crooked Hillary », et Marine Le Pen du Front National en France s'en prend à Macron, tous deux issus de l'establishment politique traditionnel. Dans le contexte politique actuel, les mouvements populistes tracent sans peine des liens entre pouvoirs néolibéraux et élites corrompues, « décrit[e]s comme des auxiliaires du capitalisme international, d'un multiculturalisme mondialisé ou encore d'une Europe technocratique bafouant la souveraineté des nations ; le terme de « néolibéralisme » résumant en un vocable unique la culture politique et sociale de la « caste. » »¹⁵³ Dans ce climat politique désabusé, les partis populistes font ainsi usage d'« une stratégie populiste « postmoderne » qui en appelle consciemment aux anxiétés, aux préjugés et au ressentiment les plus répandus, et qui les exploite pour faire des gains électoraux. »¹⁵⁴ L'antiélitisme observé en Europe et aux États-Unis est donc profondément lié à la crise néolibérale et profite de la perception populaire que l'élite politique traditionnelle est corrompue et peu soucieuse des besoins des gens communs. Enfin, on le voit bien, « la disqualification morale joue également là un rôle essentiel pour appréhender comme faisant bloc tous ceux qui sont considérés comme corrompus, dans les différents sens du terme. Le Peuple en est l'image inversée : il est vertueux, sensible aux souffrances d'autrui, travaillant dur pour vivre. »¹⁵⁵ Parce que l'opposition se fait sur le plan moral, entre Peuple pur et ennemi corrompu, tout opposant de ce Peuple flou, indéfini, mais moralement juste, devient nécessairement un ennemi de l'humanité.

¹⁵² Idem, 13.

¹⁵³ Rosanvallon, *Siècle du populisme*, 34.

¹⁵⁴ Betz, H.-G. (2002). « Contre la mondialisation : xénophobie, politiques identitaires et populisme d'exclusion en Europe occidentale », *Politique et Sociétés*, Vol.21(2), 11.

¹⁵⁵ Rosanvallon, *Siècle du populisme*, 33.

ii. L'Autre : convergence entre populisme et racisme

Tel que mentionné plus tôt, la crise des réfugiés a joué un rôle clé dans l'explosion populiste du XXI^e siècle. Ainsi, les mouvements populistes font usage d'une rhétorique identitaire moralisatrice pour identifier l'Autre en tant que groupe homogène et inférieur.¹⁵⁶ Puisque le Peuple des mouvements populistes européens et américains se définit entre autres par sa blancheur, l'Autre s'y reconnaît nécessairement par son ethnicité différente. Pourtant, comme l'indique Betz, les partis populistes refusent l'étiquette du racisme et se targuent plutôt d'un nativisme différentialiste.¹⁵⁷ La conviction que le racisme (dans sa définition strictement biologique) a été éliminé et l'usage de la ségrégation raciale pour la préservation de groupes ethniques démontrent comment l'ethno-nationalisme et le racisme sans race sont instrumentalisés par les mouvements populistes pour créer des situations d'exclusion et d'agression.¹⁵⁸ Ainsi, les partis populistes à l'étude ne parlent pas de racisme, mais de préférence nationale et de protection de la culture originel du pays. Ce type de discours attise particulièrement les passions de la classe moyenne blanche qui, on l'a vu, craint le déclin et se sent menacée par les nouveaux arrivants. L'anti-immigration est donc un thème clé des plateformes populistes tant en Europe qu'aux États-Unis, qui dénoncent tout particulièrement l'immigration musulmane. Dans les discours populistes, l'Autre, l'immigrant, est présenté au mieux comme un bon-à-rien, au pire comme un criminel dangereux et menaçant, peut-être même un terroriste. L'essentialisation et la dépolitisation de la culture font en sorte que les

¹⁵⁶ Bergmann, *Third Wave*, 148.

¹⁵⁷ Betz, *Mondialisation*, 12.

¹⁵⁸ Fassin, D. et Fassin, É. (2006), *De la question sociale à la question raciale? Représenter la société française*, Paris, La Découverte.

groupes minoritaires, tout particulièrement les minorités musulmanes, sont perçus comme des menaces à l'État : on leur reproche leur incapacité à s'adapter et leurs supposées allégeances transnationales, comme ce fut le cas avec la stigmatisation des juifs lors de la Seconde guerre mondiale.¹⁵⁹ Les mouvements populistes occidentaux sont donc profondément xénophobes et anti-islamistes.

Selon Brubaker, l'Europe de l'Ouest forme un groupe populiste distinct en raison de la construction du Peuple et de l'Autre en des termes civilisationnistes plutôt que nationalistes. Le civilisationnisme européen est une position paradoxale et chargée de contradictions : il se base sur une identité chrétienne et séculaire, une rejection de l'antisémitisme et l'adoption par l'extrême droite européenne de valeurs libérales telles que l'égalité des femmes, les droits LGBTQ et la liberté d'expression.¹⁶⁰ « This partial shift from nationalism to « civilizationism » has been driven by the notion of a civilizational threat from Islam. »¹⁶¹ L'insistance sur la laïcité de la société européenne vise à minimiser la visibilité de l'Islam dans le domaine public. Quant à la perversion de la rhétorique libérale et de la Chrétienté comme identité, elles servent à créer un « Nous » commun en opposition dans son essence même à l'Islam et à ses tenants religieux. « National populists are concerned with symbols of belonging, not with practices of worship. »¹⁶² La perversion de la rhétorique libérale à des fins unificatrices a permis aux partis populistes européens de transformer leur image et de rejoindre le *mainstream*. Les valeurs libérales sont donc présentées comme des valeurs essentialisées et inséparables de la culture européenne. Pim

¹⁵⁹ Lentin, A. et Titley, G. (2011). « Let's Talk about your Culture: Post-Race, Post-Racism », *The Crises of Multiculturalism : Racism in a Neoliberal Age*, Londres: Zed Books, 55.

¹⁶⁰ Brubaker, R. (2017). « Between Nationalism and Civilizationism: The European Populist Moment in Comparative Perspective », *Ethnic and Racial Studies*, 40: 8, 1198.

¹⁶¹ Idem, 1191.

¹⁶² Idem, 1199.

Fortuyn, politicien flamboyant des Pays-Bas assassiné en 2002, soutenait ainsi en entrevue : « In our culture, individual responsibility is more important than collective responsibility. We live in a secular nation, women and men are equal, and we want equality for homosexuals and other minorities. We stand for our freedom of speech, we want a developed democracy and a developed law system. The Islamic culture everywhere on Earth has different views on these points, and these views cause problems when those people try to integrate into our modern society. »¹⁶³ Selon ce discours, l'intégration des migrants musulmans à la société européenne serait impossible en raison même des valeurs libérales au centre de l'identité européenne. L'Islam est représenté comme arriéré, rétrograde et antilibéral. Par exemple, Marine Le Pen, à la tête du Front national en France, fait aussi la distinction entre peuples européens et musulmans en des termes essentialisant. Ainsi, elle déclarait dans son discours de la rentrée politique en 2017 : « Les Islamistes, nous devons en être convaincus, nous agressent non pas pour ce que nous faisons, mais en raison de ce que nous sommes. La preuve en est qu'ils portent leurs attaques terroristes y compris contre des pays et des populations qui ne sont même pas engagés dans des combats militaires contre leur razia meurtrière » et « Nous savons qui nous combattons et pourquoi. Nous savons dans quelle société nous ne voulons pas vivre, et celle dans laquelle au contraire nous savons que nos enfants seront heureux. [...] Notre combat n'est pas seulement un combat politique, c'est un combat de civilisation. »¹⁶⁴ Pour construire et mobiliser le « vrai » Peuple, l'extrême droite s'est donc détachée de ses positions fascistes pour lutter sur un autre terrain, celui du militantisme anti-islamiste. On le voit bien, le but de ces discours est de créer un

¹⁶³ Kamphuis, M. (directeur) et de Niet, P. (producteur) (2004). *Pim Fortuyn: A Democracy in Shock*, Palm Plus Production, consulté le 12 décembre 2020: <https://www.youtube.com/watch?v=9d9FYvANZ54>

¹⁶⁴ Le Pen, M. (2017). *Rentrée politique, discours à Brachay*. Consulté le 12 décembre 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=W3dRexXL8mk>

imaginaire où une Europe moderne et libérée est absolument opposée à un Islam traditionnaliste et opprimé.¹⁶⁵ Le populisme d'Europe de l'Ouest fait donc le bon du nationalisme au civilisationnisme, car l'unité de base en opposition et en lutte contre l'Islam est l'Europe dans son ensemble. Ce n'est pas simplement la nation qui est menacée, mais l'identité et la culture européenne dans son ensemble, ce que l'on note dans des propos tels que ceux tenus par Alexander Gauland, leader de l'Afd allemande, dans son discours au parlement sur le Pacte mondial pour les migrations le 8 novembre 2018 : « The policy of opening borders and admitting migrants is causing the disintegration of Europe as a political and economic union. »¹⁶⁶ Ainsi, on voit que « la préservation de l'identité culturelle européenne, pensée dans le rejet strict du multiculturalisme et en particulier de l'Islam, a pris une place centrale dans le nativisme différentialiste en Europe occidentale contemporaine. »¹⁶⁷ Il est important que bien qu'ils se considèrent membres d'un tout européen, les partis populistes demeurent critiques de l'Union européenne, et ne reconnaissent généralement que leur appartenance culturelle à la communauté européenne. Leur critique de l'Union Européenne touche souvent au fait que cette dernière n'a pu préserver l'identité européenne en permettant une plus grande migration.

En contrepartie, le populisme américain prend une approche légèrement différente pour construire un Autre en opposition au Peuple. En effet, plutôt que de défendre le libéralisme contre l'archaïsme musulman, le trumpisme a conservé une position strictement nationaliste et a présenté ses positions anti-islamistes d'un point de vue sécuritaire plutôt qu'identitaire.¹⁶⁸

¹⁶⁵ Mepschen, P., Duyvendak, J. W. et Tonken, E. H. (2010). « Sexual Politics, Orientalism and Multicultural Citizenship in the Netherlands ». *Sociology*, 44 (5): 970.

¹⁶⁶ Gauland, A. (2018). *Discours sur le Pacte mondial pour les migrations*. Consulté le 28 mars 2021 : <https://www.youtube.com/watch?v=IkhxcN8nv7I&frags=pl%2Cwn>

¹⁶⁷ Betz, *Mondialisation*, 19.

¹⁶⁸ Brubaker, *Civilizationism*, 1206.

Connolly décrit le nationalisme de Trump comme étant hyper-agressif, territorialiste et mettant l'emphase sur la suprématie blanche.¹⁶⁹ Ainsi Bergmann note sur Trump que « In many ways he was the archetypical Neo-Nationalist, fusing economic nationalism with cultural nativism. A major theme in his rhetoric, both prior to and after taking up the presidency, was in drumming up fears of migrant invasion across the US southern border. »¹⁷⁰ Enfin, bien que la Chrétienté séculaire joue un rôle important dans la politique américaine, elle n'a pas été utilisée par Trump pour différencier le Peuple de l'Autre. En effet, la sécularité n'est pas associée comme en Europe à la modernité et il y a une certaine attente pour que le Président américain soit lui-même religieux et pratiquant, du moins en image. L'Islam ne représente donc pas un danger du point de vue identitaire et religieux. Il demeure pour les États-Unis une menace externe à part égale avec les migrants en provenance du Mexique, par exemple.

Ainsi, outre les différenciations mineures entre populisme d'Europe de l'Ouest et des États-Unis, on voit que ce sont les peurs et les colères sous-jacentes de la population qui sont utilisées comme moteurs de l'adhésion au populisme.¹⁷¹ Comme le notent Müdde et Kaltwasser : « Given that populism has the capacity to frame “the people” in a way that appeals to different constituencies and articulate their demands, it can generate a shared identity between different groups and facilitate their support for a common cause. »¹⁷² L'ambiguïté de ce qui constitue le Peuple, notamment en raison de sa définition par la négative, permet aux partis populistes de jouer du concept de la légitimité populaire à leur avantage. Ainsi, tant la déconstruction du

¹⁶⁹ Connolly, W. E. (2017). *Aspirational Fascism : The Struggle for Multifaceted Democracy under Trumpism*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 15.

¹⁷⁰ Bergmann, *Third Wave*, 189.

¹⁷¹ Rosanvallon, *Siècle du populisme*, 75.

¹⁷² Mudde et Kaltwasser, *Populisme*, 9.

Peuple par le néolibéralisme avait un but politique, tant sa reconstruction symbolique par le populisme vise également à bénéficier un certain projet politique.

c. Effets sur le régime démocratique

Quand le moment populiste commençait à prendre de l'ampleur sans que des partis populistes n'aient encore atteint le pouvoir, certains penseurs politiques ont suggéré qu'une fois élus, les partis populistes tomberaient immédiatement en disgrâce auprès de leurs électeurs. En effet, comment le parti populiste pourrait-il intégrer l'élite dirigeante tout en conservant sa crédibilité, puisque « la critique des élites ne s'avère convaincante qu'à la condition de démontrer que l'on n'en a jamais fait partie »¹⁷³? À ce sujet, Müller soutient qu'il est faux de croire en l'incongruité inhérente d'un gouvernement populiste. Toutefois, il faut s'attendre à ce qu'il gouverne selon la logique intrinsèque du populisme. Par exemple, il est toujours possible pour un parti populiste au pouvoir de continuer à aiguïser la polarisation en critiquant les anciennes élites qui continueraient de tirer les ficelles, ou même en se comportant en minorité persécutée. Ainsi, gouverner à la saveur populiste devient une forme de campagne électorale sans fin où l'on dénêche toujours de nouveaux ennemis à pointer du doigt pour les problèmes de la nation.

Lorsqu'au pouvoir, les populistes utilisent donc des techniques de gouvernance paranoïaques et antagonistes en conformité avec leur logique interne. Par exemple, les partis populistes tendent vers l'auto-justification morale pour s'accaparer l'appareil d'État au nom d'idéaux en apparence démocratique.¹⁷⁴ L'anti-élitisme populiste va ainsi de pair avec une

¹⁷³ Müller, *Populisme*, 61.

¹⁷⁴ *Idem*, 85.

attaque de toutes institutions, organisations internationales et systèmes de contrepoids qui pourraient leur mettre des bâtons dans les roues. Quand ils ne peuvent abroger les institutions qui les contraignent, les partis populistes ont aussi tendance à nommer des alliés à des postes clés du système de justice et de l'administration publique, sous prétexte que le Peuple, par le bras du parti populiste, devrait prendre possession de son appareil d'État et assurer que son authentique volonté y soit reflétée. Canovan note à ce sujet la duplicité populiste dans sa tentative d'accroître son pouvoir: « the populist call to 'give politics back to the people' exploits the ambiguity according to which 'the people' is first understood by contrast with the power-holders (and therefore as something less than the population at large) and then expanded to wield the authority of the sovereign people as a whole. »¹⁷⁵ Une nuance importante à apporter ici est que les populistes ne s'opposent pas au principe de représentation.¹⁷⁶ Ils perçoivent plutôt les élites et les institutions démocratiques que ces dernières occupent comme des représentants illégitimes du Peuple : « L'idée-force des populistes est que notre démocratie telle qu'elle fonctionne dans les faits, réellement, réduit la majorité au silence et s'avère donc viciée par principe. »¹⁷⁷ C'est pourquoi il devient nécessaire de déposer les élites afin que se fasse entendre finalement l'authentique volonté populaire.¹⁷⁸

Dans la conception populiste du régime démocratique, le Peuple est la source unique du pouvoir et le leader populiste se présente comme étant à son service, mais aussi son seul représentant authentique et le seul capable de faire entendre sa voix.¹⁷⁹ Cette conception

¹⁷⁵ Canovan, *Populism*, 249.

¹⁷⁶ Mudde et Kaltwasser, *Populisme*, 51.

¹⁷⁷ Müller, *Populisme*, 75.

¹⁷⁸ Idem, 24.

¹⁷⁹ Mudde et Kaltwasser, *Populisme*, 43.

moniste du Peuple renforce l'idée que ce dernier a une volonté et une voix unique que le mouvement populiste se doit de mettre en œuvre.¹⁸⁰ La volonté clairement identifiable du Peuple est pour les populistes un mandat impératif qu'ils se doivent de mettre en œuvre sans le barrage des institutions et du système de freins et de contrepoids qu'elles représentent. Pour ce faire, de nombreux populistes élus, tels que Chávez au Venezuela et Orbán en Hongrie, ont eu comme priorité politique de mettre sur pied une nouvelle constitution qui non seulement ajuste le système de règles et de limitations en faveur des populistes, mais aussi place leur gouvernement comme seul pouvoir constituant légitime. En limitant la marge de manœuvre des autres partis, « la constitution devient un instrument de combat politique pour asseoir le pouvoir populiste. »¹⁸¹ Cette conception de la démocratie mène aussi à l'usage de mécanismes de gouvernance directs. Par exemple, les mouvements populistes contemporains tendent à favoriser l'usage de référendums, tel que vu en Équateur sous le régime de Rafael Correa. Ce modèle de gouvernance vise à créer un lien particulier entre le leader populiste et le Peuple. Enfin, une autre stratégie populiste de sécurisation du pouvoir au nom du Peuple s'apparente à ce que l'on pourrait qualifier d'un clientélisme de masse, où les prestations sociales ne bénéficient qu'au Peuple véritable en échange de son soutien politique.¹⁸² Dans ce type de système se forme donc un « État double »¹⁸³ qui respecte la plupart des règles établies, mais en impose d'autres de façon arbitraire. Le pouvoir populiste favorise ainsi une démocratie défectueuse. Il revient dès lors de se demander pourquoi les partis populistes n'abolissent pas simplement les institutions démocratiques pour régner ouvertement en tant que régime

¹⁸⁰ Müller, *Populisme*, 55.

¹⁸¹ Idem, 101.

¹⁸² Idem, 88.

¹⁸³ Idem, 92.

totalitaire. La question a encore peu été explorée, mais l'on peut supposer que les partis populistes tiennent à conserver un semblant de crédibilité sur la scène internationale afin d'éviter les sanctions économiques, et surtout de minimiser les coûts de la domination en se donnant l'apparence de la légitimité.

i. Le populisme : une force de démocratisation?

En raison de son prétendu dévouement à faire entendre la voix du Peuple, le populisme est souvent présenté comme une force de démocratisation, car il revigorerait les institutions démocratiques auxquelles la population accorde de moins en moins de foi et entraînerait un regain de participation politique.¹⁸⁴ À ce sujet, Mouffe soutient qu'en distinguant le Peuple de l'ennemi, le populisme revitalise la démocratie en ranimant la flamme de l'agonisme nécessaire à la politique. Dans une critique claire du néolibéralisme, elle ajoute que le moment populiste actuel permet un retour du politique après des années de gestion néolibérale post-politique.¹⁸⁵ En effet, comme on l'a vu plus tôt, lorsque la politique est présentée comme la simple gestion de l'ordre établi ou un domaine réservé aux experts, un consensus artificiel remplace toute opportunité de débattre et de créer par la délibération une vision politique commune. C'est à cette situation que Mouffe tente de remédier en proposant qu'un populisme autoritaire et antilibéral de droite n'est pas la seule réponse possible au néolibéralisme, et qu'un populisme de gauche pourrait conduire à une réaffirmation et même à une extension des valeurs démocratiques. Mouffe suggère que le Peuple du populisme de gauche pourrait être construit

¹⁸⁴ Mounk, Y. (2018). *The People vs. Democracy*. Cambridge : Harvard University Press, 35.

¹⁸⁵ Mouffe, *Left Populism*, 12.

démocratiquement par la formation de « chaînes d'équivalence »¹⁸⁶, où une multiplicité d'acteurs avec des revendications diverses s'uniraient au sein d'une identité collective en opposition à un ennemi commun. Cette stratégie a l'avantage de reconnaître l'importance du discours démocratique au sein de l'imaginaire politique, et sa proposition d'une volonté collective nouvelle fondée sur la défense de l'égalité et de la justice sociale pourrait possiblement mettre en échec les discours xénophobes et nativistes du populisme de droite.¹⁸⁷

Toutefois, dans le populisme existant, et pas l'idéal de gauche que défend Mouffe, il est important de se rappeler que seule une partie de la population donnée est considérée comme faisant partie du Peuple élu, et seule la voix de ce groupe compte en définitive aux yeux des mouvements populistes. Au cœur du populisme se trouve la conviction que ce mouvement seul est véritablement à l'écoute du Peuple, en prônant toutefois une définition réduite et souvent raciste de ce qu'est le demos.¹⁸⁸ Comme l'écrit Betz, les populistes tiennent « une compréhension restrictive de la citoyenneté selon laquelle la vraie démocratie repose sur une communauté culturellement, sinon ethniquement, homogène; seuls les citoyens de longue date comptent comme membres à part entière de la société civile. »¹⁸⁹ Le populisme rejette ainsi fondamentalement la notion de pluralisme, ce qui, dans une démocratie libérale, s'avère extrêmement dommageable pour la protection des droits des minorités : « populism exploits the tensions that are inherent to liberal democracy, which tries to find a harmonious equilibrium between majority rule and minority rights. »¹⁹⁰ La démocratie n'étant imaginable qu'au pluriel,

¹⁸⁶ Idem, 63.

¹⁸⁷ Idem, 66.

¹⁸⁸ Mounk, *People vs. Democracy*, 42.

¹⁸⁹ Betz, *Mondialisation*, 12.

¹⁹⁰ Mudde et Kaltwasser, *Populisme*, 82.

l'anti-pluralisme populiste le rend nécessairement dommageable aux institutions démocratiques. Ainsi, sous le populisme, la démocratie entame une lutte farouche contre les normes libérales, et les fondations du système politique en sont ébranlées. De plus, Mounk souligne que, quand les institutions libérales sont mises à terre, il devient aisé de faire fi également de la voix du Peuple, et la démocratie anti-libérale peut rapidement se transformer en dictature si l'on ne prend garde.¹⁹¹

On voit donc que les populistes se servent de leur construction symbolique du Peuple pour se tailler une place inattaquable au sein du régime démocratique et affaiblir ses institutions et contre-pouvoirs afin de gagner une plus grande marge de manœuvre. Müller note d'ailleurs que la participation politique des citoyens ne s'avère pas primordiale pour le parti populiste au pouvoir, ce qui souligne « le rôle en définitive ambivalent que doit jouer le Peuple aux yeux des populistes : à première vue extrêmement actif, ce rôle s'avère pourtant, en fin de compte, d'une parfaite passivité. »¹⁹² En effet, il n'est pas nécessaire de représenter la voix réelle du Peuple, mais seulement d'y prétendre pour gagner en légitimité démocratique. On peut donc voir que le rapport du populisme à la représentation du Peuple penche définitivement du côté du symbolisme puisque, dans les faits, il n'existe jamais de volonté homogène au sein de la population. Enfin, bien qu'il puisse parfois sembler bénéficier à la démocratie, et même générer des effets positifs pour l'inclusion du Peuple, le populisme demeure dans ses fondements profondément anti-démocratique.¹⁹³

¹⁹¹ Mounk, *People vs. Democracy*, 46.

¹⁹² Müller, *Populisme*, 55.

¹⁹³ Idem, 18.

5) Conclusion

En conclusion, on voit que l'éloignement croissant entre Peuple et pouvoir effectif, ainsi que la dévalorisation de la société et des solidarités collectives, ont mené à une démocratie démoralisée et coupée de son élément constituant. Tant pour le néolibéralisme que pour le populisme, le Peuple est construit ou déconstruit dans le but d'accroître le pouvoir politique d'un groupe donné, et son instrumentalisation permet en définitive de légitimer des actes politiques qui en viennent à éroder la démocratie elle-même.

Au cœur de cet enjeu se trouve ce que certains ont appelé la « question du Peuple », soit les innombrables et perpétuelles délibérations que requiert la démocratie pour déterminer qui appartient au demos et qui s'en trouve exclus. Comme le note Claude Lefort : « la démocratie inaugure l'expérience d'une société insaisissable, immaîtrisable, dans laquelle le Peuple sera dit souverain, certes, mais où il ne cessera de faire question en son identité, où celle-ci demeurera latente. »¹⁹⁴ Ainsi, la démocratie demeure toujours incomplète et demande à être remise en question pour déterminer qui en est citoyen. Müller écrit à ce sujet que la démocratie souffre en permanence d'une crise de la représentation, et que les critères d'inclusion et d'exclusion doivent être constamment renégociés par le débat public.¹⁹⁵ Ce qui rend le populisme particulièrement problématique est donc le fait qu'il refuse de permettre cette renégociation perpétuelle. Pour le populisme, le Peuple (comme l'Autre par ailleurs) est un groupe exclusif clairement identifiable selon des critères ethniques, culturels, ou socio-politiques qui sont essentialisés jusqu'à en devenir immuables. Müller note ainsi à ce sujet : « Ce sont précisément

¹⁹⁴ Lefort, C. (1979). *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris : Fayard, 172.

¹⁹⁵ Müller, *Populisme*, 107.

les populistes qui entendent *répondre une fois pour toutes à la question du Peuple*, alors que cette question est ouverte et constitutive de la démocratie. »¹⁹⁶

C'est là que nous viens à l'esprit la proposition de Mouffe. Un populisme de gauche, avec le support légitime de la population, pourrait-il mener, comme l'auteure l'entend, à la construction démocratique d'un Peuple fondé sur les questions d'exploitation, de domination et de discrimination? Dans un même temps, est-ce que cette nouvelle construction pourrait aussi contribuer à une revue exhaustive des rapports d'autorité et de représentation? Étant donné le contexte politique extrêmement polarisé et les montées de xénophobie des dernières années, il revient de se demander comment un nouveau sens commun pourrait être créé pour inclure un ensemble de populations variées (et ayant parfois des besoins opposés) au sein d'un même Peuple uni mais toujours renégociable. Mouffe demeure sans réponse quant à la manière de réaliser cette vision, et suggère même qu'un populisme de gauche n'a pas de garantie de succès et pourrait tout autant mener à un tournant autoritaire.

Plusieurs auteurs soulignent certaines faiblesses dans la proposition de Mouffe. Ainsi, Müller décrie l'abstraction avec laquelle Mouffe présente les forces anonymes néolibérales et souligne que le projet de conception d'un Peuple perd sa valeur lorsque l'antagoniste demeure vague et indéfini.¹⁹⁷ Fassin ajoute qu'il semble difficile, voire impossible, de canaliser le ressentiment du populisme de droite vers un populisme de gauche inclusif et démocratisant étant donné la différence des affects mobilisés par ces deux extrêmes.¹⁹⁸ Enfin, Rosanvallon souligne que, de par sa logique interne, le populisme « construit le champ politique de telle sorte

¹⁹⁶ Müller, *Populisme*, 108. L'italique a été ajoutée pour mettre l'accent sur cette partie de la phrase et n'est pas originaire du texte.

¹⁹⁷ Idem, 153.

¹⁹⁸ Fassin, *Ressentiment*, 73.

que l'adversaire ne peut être qu'un ennemi de l'humanité. »¹⁹⁹ Ainsi, le Peuple est reconfiguré d'un signifiant vide à une figure centrale de la démocratie; toutefois, cette « souveraineté négative », en opposition même lorsqu'elle se trouve au pouvoir, ne parvient pas à réécrire le monde de par son rejet absolu mais imprécis.²⁰⁰

Comment sortir de l'impasse que semble être le populisme de gauche et mettre fin au déficit démocratique qui s'accroît dès lors que l'on tente d'ignorer ou de répondre une fois pour toute à la question du Peuple? Comme l'indique Mounk, la solution n'est point de revenir à la prémisse néolibérale et d'isoler encore davantage le Peuple pour l'exclure définitivement de toute prise de décision.²⁰¹ Toutefois, il serait tout aussi problématique de bannir les mouvements populistes de l'opposition et des débats sociaux, car cela exclut du même coup les revendications potentiellement valides de l'ensemble des citoyens qui s'identifient au Peuple populiste. Il me semble évident que, pour se sauver elle-même, la démocratie libérale doit s'ouvrir réellement à la critique. Le phénomène populiste présente une opportunité de contraindre les élites politiques et les populations à réfléchir à ce qui est attendu de la démocratie, et à considérer sérieusement les revendications de communautés variées, même celles qui dérangent. Comme l'écrit Müller, « le pluralisme n'est en rien une notion fixe : ce sont les confrontations sociales entre citoyens [...] qui lui donne sa forme. »²⁰² Si l'on veut éviter un futur politique où populistes de gauche affrontent populistes de droite, où les mouvements extra-parlementaires abondent et où les institutions libérales sont mises au ban au profit de la majorité, il devient urgent de réformer profondément les institutions étatiques en priorisant la transformation de toute institution

¹⁹⁹ Rosanvallon, *Siècle du populisme*, 34.

²⁰⁰ Idem, 72.

²⁰¹ Mounk, *People vs. Democracy*, 94.

²⁰² Müller, *Populisme*, 171.

fondée sur la domination de l'élite politique, mais surtout en priorisant la création d'un ordre social qui rejette toute inégalité structurelle. Avec la critique accrue du libéralisme et le déferlement en apparence irrépressible du populisme, on sent bien que la démocratie libérale se trouve aujourd'hui à un point charnière. Il reste à voir si les élites politiques prendront sérieusement les demandes de représentation politique et de démocratisation accrue. Si elles n'entendent pas cet appel du Peuple, les élites risquent bien de se perdre dans les méandres néolibéraux du capitalisme comme roi et maître, ou d'ouvrir la porte à un populisme autoritaire comme nouveau paradigme politique dominant.

Bibliographie

- Arendt, H. (2018). *Condition de l'homme moderne*. Paris : Calmann-Lévy.
- Betz, H.-G. (2002). « Contre la mondialisation : xénophobie, politiques identitaires et populisme d'exclusion en Europe occidentale », *Politique et Sociétés*, Vol.21(2), pp.9-28
- Bergmann E. (2020). « The Third Wave: The International Financial Crisis and Refugees », in *Neo-Nationalism*, Palgrave Macmillan: Cham.
- Boltanski, L., Fraser, N., & Corcuff, P. (2014). *Domination et émancipation: Pour un renouveau de la critique sociale*. Lyon: Presses universitaires de Lyon.
- Bourdieu, P. (1998). « L'essence du néolibéralisme », *Le Monde diplomatique*, consulté le 12 novembre 2020 : <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/3609>
- Brown, W. (2016). « La citoyenneté sacrificielle », dans Cusset, F., Labica, T. et Rauline, V., *Imaginaires du néolibéralisme*, Paris : La Dispute, 55-84.
- Brown, W. (2017). *Undoing the demos: Neoliberalism's stealth revolution*. New York: Zone Books.
- Brown, W. (2019). *In the Ruins of Neoliberalism, the Rise of Antidemocratic Politics in the West*, New York : Columbia University Press.
- Brubaker, Rogers. 2017. « Between Nationalism and Civilizationism: The European Populist Moment in Comparative Perspective », *Ethnic and Racial Studies*, 40: 8, 1191-1226.
- Canovan, M. (2004). « Populism for Political Theorists? », *Journal of Political Ideologies*, 9: 3, 241-52.
- Connolly, W. E. (2017). *Aspirational Fascism : The Struggle for Multifaceted Democracy under Trumpism*, Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Cramer W., K. (2012). Putting Inequality in Its Place: Rural Consciousness and the Power of Perspective. *American Political Science Review*, 106 (3), 517-532.
- Dardot, P. et Laval, C. (2009). *Commun : Essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris : La Découverte.
- Dardot, P., & Laval, C. (2016). *La nouvelle raison du monde: Essai sur la société néolibérale*. Paris: La Découverte.
- Drucker, P. (1959). *The Landmarks of Tomorrow*. Consulté en ligne le 16 janvier 2021: http://documents.irevues.inist.fr/bitstream/handle/2042/30294/XX_CNE-LIPSOR_1197.pdf.txt?sequence=3

Fassin, D. et Fassin, É. (2006), *De la question sociale à la question raciale? Représenter la société française*, Paris, La Découverte.

Fassin, É. (2017). *Populisme: le grand ressentiment*. Paris: Textuel.

Finchelstein, F. (2017). *From Fascism to Populism in History*. Berkeley: University of California Press.

Foucault, M. (2001). « La fonction politique de l'intellectuel », dans *Dits et écrits II : 1976-1988*, Paris, Gallimard, 109-114.

Foucault, M., Ewald, F., Fontana, A. et Senellart, M. (2004). *Naissance de la biopolitique : cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris : Seuil.

Fraser, N. (2013). *Fortunes of Feminism: From State-Managed Capitalism to Neoliberal Crisis*. New York : Verso Books.

Friedman, M. (2002). *Capitalism and Freedom*, Chicago: University of Chicago Press.

Gauland, A. (2018). *Discours sur le Pacte mondial pour les migrations*. Consulté le 28 mars 2021 : <https://www.youtube.com/watch?v=lkhxcN8nv7I&frags=pl%2Cwn>

Harvey, D. (2007). *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford: Oxford University Press.

Hochschild, A. R. (2018). *Strangers in their own land: Anger and mourning on the American right*. New York: The New Press.

Inglehart, R., F., & Norris, P. (2016). Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash. *Faculty Research Working Paper Series, RWP16-026*.

Kamphuis, M. (directeur) et de Niet, P. (producteur) (2004). Pim Fortuyn: A Democracy in Shock, Palm Plus Production, consulté le 12 décembre 2020: <https://www.youtube.com/watch?v=9d9FYvANZ54>

Laclau, E. (2005). *On Populist Reason*, London: Verso.

Lefort, C. (1979). *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*. Paris : Fayard.

Lentin, A. et Titley, G. (2011). « Let's Talk about your Culture : Post-Race, Post-Racism », *The Crises of Multiculturalism : Racism in a Neoliberal Age*, Londres: Zed Books, 49-84.

Le Pen, M. (2017). Rentrée politique, discours à Brachay. Consulté le 12 décembre 2020 : <https://www.youtube.com/watch?v=W3dRcxXL8mk>

Mason, L. (2018). *Uncivil agreement: How politics became our identity*. Chicago: The University of Chicago Press.

Mepschen, P., Duyvendak, J. W. et Tonken, E. H. (2010). « Sexual Politics, Orientalism and Multicultural Citizenship in the Netherlands ». *Sociology*, 44 (5): 962–979.

Mouffe, C. (2000). *The Democratic Paradox*. London: Verso.

Mouffe, C. (2019). *For a Left Populism*. Brooklyn, NY: Verso.

Mounk, Y. (2018). *The People vs. Democracy*. Cambridge : Harvard University Press.

Mudde, C., & Kaltwasser, C. R. (2017). *Populism: A very short introduction*. New York: Oxford University Press.

Müller, J. (2016). *Qu'est-ce que le populisme?* Paris : Premier parallèle.

Pinker, S. (2018). *Enlightenment Now: The Case for Reason, Science, Humanism, and Progress*. London: Penguin Books Limited.

Rosa, H. (2010). *Aliénation et accélération : vers une théorie critique de la modernité tardive*. Paris : La Découverte.

Rosanvallon, P. (2020). *Le siècle du populisme: Histoire, théorie, critique*, Paris: Seuil.

Vieten, U. M., & Poynting, S. (2016). « Contemporary Far-Right Racist Populism in Europe », *Journal of Intercultural Studies*, 37 (6), 533-540.